

ESPACE de libertés

Mensuel du Centre d'Action Laïque / FÉVRIER 2019 / N°476

Dossier

Aide à la jeunesse : entre soutien et répression

Sur les traces de Simone

Irak

Athéisme sous pression



Sommaire

février 2019 476

3 Édito

Mal de mer. SANDRA EVRARD

4 Quoi ?!

6 Grand entretien

M... à la bien-pensance. Le journaliste et essayiste français Jean-François Kahn voit le monde à travers la 13^e lettre de l'alphabet. Malin et mâtiné d'humour. VINCIANE COLSON

10 Dossier

Aide à la jeunesse : entre soutien et répression

Action en milieu ouvert, familles d'accueil, médiation, IPPJ... les solutions varient pour accompagner enfants et ados aux parcours semés d'embûches. « Il faut que jeunesse se passe » ? Dans le meilleur cadre possible. Le plus humain aussi.



46 Libres ensemble

46 La clause de conscience comme arme anti-IVG. Quand des médecins font passer leur croyance avant la déontologie médicale et la loi, on regrette l'absence de délit d'entrave. JULIE PAPAZOGLU

50 Où va la laïcité ? Garantir liberté et respect de chacun dans une société plurielle, d'accord. Mais pour y arriver, il faut attiser le flambeau. GIULIO ERCOLESSI

54 Sur les traces de Simone.

La philosophe Manon Garcia se penche sur les origines de la domination masculine et des « délices » pervers de la soumission. ARTHUR SENTE

58 International

60 Irak : athéisme sous pression.

Premier à recevoir un statut de réfugié pour athéisme, le blogueur Karrar Hamza revient sur son parcours de l'Irak à la Grèce. MARC SOIGNET

64 Une momie encombrante.

Famille, Église et État se chamaillent les restes d'« El Caudillo ». Un triangle obscur qui ravive un sombre passé. PABLO GUTIÉRREZ TORAL

67 L'austérité ne fonctionne pas !

Le réalisateur Pedro Pinho part de la récupération d'une usine par ses ouvriers pour parler reprise économique. SANDRA EVRARD

70 Culture

72 Le jeu vidéo, outil de citoyenneté.

Une console et des manettes pour questionner le monde. Ludique, ça rime aussi avec politique. CATHERINE CALICO

74 Aux sources de la haine. Le bestseller « The Hate U Give » récemment adapté au cinéma revient sur les origines du mouvement Black Lives Matter. FRÉDÉRIC VANDECASSERIE

76 Artistes fatales. Après celles qui pensent, celles qui aiment et celles qui lisent, les femmes qui créent exposent au danger. JULIE LUONG

78 Des idées et des mots

80 Coup de pholie

Le temps des assassins.
VÉRONIQUE BERGEN

Mal de mer

Ils font partie des « invisibles ». Ceux que l'on ne veut pas voir et que, finalement, on ne voit plus. Faute de témoins, d'images, d'empathie surtout. Ce qui n'empêche pas les fonds marins méditerranéens de continuer – eux – de les accueillir, ces cadavres de migrants dont les rafiots de fortune se renversent au gré de la houle. Inéluctablement. Et d'autant plus depuis que les pays européens de première ligne ferment leurs ports, particulièrement l'Italie – mais ce n'est pas la seule – depuis l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir. « Il y a beaucoup de gens qui meurent. Sans que l'on sache combien¹. Il n'y a plus de témoins. Donc, on a l'impression que le problème disparaît », avouait dans *Le Soir* du 16 janvier, Vincent Cochetel, le représentant spécial du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR).

Quelquefois, certaines histoires continuent quand même à nous émouvoir: lorsqu'un migrant redevient humain, lorsqu'on lui donne un visage, une histoire. C'est le cas de ce jeune malien de 14 ans, noyé en 2015, dont la médecin légiste, Cristina Cattaneo, explique qu'elle a trouvé son bulletin de notes truffé de 10/10 cousu dans la poche de sa veste. Un récit qu'elle nous livre dans son ouvrage récemment paru, *Naufragés sans visages*. Les histoires que l'on raconte aussi, mais qui semblent provoquer moins d'émois, ce sont celles des esclaves des trafiquants. Le blocage de la Méditerranée ayant comme effet collatéral de diminuer le business des passeurs, les activités criminelles s'adaptent... Ces derniers monétisant les migrants en transit, au travers de l'exploitation sexuelle et du travail forcé, en Libye, notamment. Le déni de solidarité dont fait preuve l'Europe a donc aussi pour conséquence d'alimenter le trafic d'êtres humains.

Face à cette cruelle réalité sans visage, survient alors la polémique autour d'un trafic supposé de visas humanitaires. Au profit d'une catégorie spécifique de migrants, ceci dit en passant. Au cœur même de l'Europe. Là où siègent les principales institutions européennes et beaucoup d'autres représentations internationales. Parallèlement, le parquet général belge a décidé de faire appel contre l'acquittement des hébergeurs de migrants (dont deux journalistes), ce qui revient en quelque sorte à soutenir l'idée d'un délit de solidarité. Ceci, dans un pays qui prend l'eau à l'occasion de la signature d'un traité international fixant le cadre d'une politique d'accueil digne et concertée. En fermant les yeux, on pourrait tenter une fois encore de parler de surréalisme belge, mais à force de pousser les contrastes à leur paroxysme, on en attrape le mal de mer... Il est urgent de redresser la barre ! 🌿

¹ Le HCR de l'ONU évoque le nombre de 2 261 morts en Méditerranée en 2018.

Opinion

Claque climatique



Cachez-moi ce climat qui claque, qui fait tic-tac, mais que l'on se tacle d'ignorer. Les marches pour le climat sont-elles utiles et peuvent-elles véritablement interpeller le politique? Décryptage par Cathy Clerbaux, chercheuse en Sciences de l'atmosphère et du climat, directrice de recherche au CNRS (Paris), professeur à l'ULB.

«Les marches dans l'absolu ça ne sert à rien... mais c'est quand même une tentative ultime pour tenter de faire bouger les choses! Je trouve important que les gens se mobilisent et y croient. Cela donne un message clair et le timing actuel est bon pour mettre la pression sur le politique, à quelques mois des élections. Il y a plusieurs facteurs qui peuvent entrer en ligne de compte pour faire mouche. D'abord, le nombre de personnes qui participent à ces marches: 75000 en décembre dernier, c'est important. Mais aussi qui les organise. Les dernières marches portées par les jeunes me semblent pouvoir avoir plus d'impact que d'autres, car le fait qu'ils manquent l'école pour participer à ces manifestations démontre qu'ils accordent du crédit aux travaux des scientifiques et qu'ils sont préoccupés par leur avenir. Ma fille a participé pour la première fois à une manifestation dans ce cadre-là et elle est véritablement mobilisée face aux enjeux. L'inspiration provient certainement de Greta Thunberg, étudiante suédoise de 15 ans, devenue figure de

proue de la mobilisation des jeunes pour le climat. Près de 35 000 jeunes un jeudi de janvier sous la pluie dans les rues de Bruxelles, c'est impressionnant. Il y a aussi des initiatives comme l'association Grands-parents pour le climat qui s'associent au mouvement et se soucient de l'avenir pour leurs petits enfants, ce qui renforce le message.

Mais le changement réclamé demande du courage politique, car c'est un investissement sur le long terme. Les jeunes ressentent sûrement plus cette échéance puisque les prévisions actuelles portent à 20 ans et plus, et ils savent qu'ils seront alors adultes, et qu'ils auront eux-mêmes des enfants, donc cela leur parle. Le fait qu'ils soient tous connectés leur donne aussi une autre vision du monde. Ils sont peut-être plus solidaires. Ces manifestations, c'est également une porte d'entrée pour s'investir dans la société. Pour eux, ces marches, ce n'est pas de la politique, c'est un geste sociétal.

Je suis extrêmement optimiste par rapport aux jeunes, car leur façon de vivre est différente de celle des adultes. Lorsque j'avais 18 ans, nous voulions absolument passer notre permis au plus vite, même si nous n'avions pas de voiture. Aujourd'hui, cela ne les préoccupe plus vraiment, ils ont d'autres voies d'émancipation par rapport à leurs parents. La voiture n'est plus synonyme de liberté et ce n'est plus un marqueur social. Leur cadre est différent et la problématique environnementale en fait partie. Ils sont plus conscients que nous!»

Loin des yeux...

Se débarrasser des indésirables en les envoyant le plus loin possible, c'est du déjà-vu. Et s'il peut y avoir une mer, voire un océan entre eux et nous, histoire d'être sûrs que toute tentative d'évasion se solde par une noyade, c'est encore plus efficace. On ne parle pas ici d'insectes ou d'animaux, mais bien d'êtres humains. On en veut pour preuve historique les lépreux relégués à Molokai ou les communards français et les condamnés britanniques déportés par bateaux entiers en Nouvelle-Calédonie et dans les bagnes d'Australie. Craignant pour son modèle social, c'est le Danemark qui a récemment décidé d'envoyer «ses» demandeurs d'asile sur une île inhabitée. Comme le rapportait l'AFP en décembre dernier, «le Danemark, gouverné par une coalition de centre droit soutenue par la droite populiste anti-immigration DF (Parti du peuple danois), s'enorgueillit d'avoir adopté près de 100 amendements restreignant les droits des étrangers». Après la confiscation des biens et l'allongement du délai pour le regroupement familial, au ban! Pour Demetri Papademetriou, fondateur de l'Institut européen des migrations, la politique migratoire danoise «est un cas unique de dureté et d'intolérance». De quoi s'enorgueillir, vraiment? (ad)

Cuisine et détricotage

«Papa fume la pipe. Maman prépare le repas.» Ce genre de phrases ultras-téréotypées sont encore légion dans les livres qui circulent dans le milieu scolaire. Utilisés comme support didactique par les élèves, les manuels influencent aussi leurs idées sur le monde qui les

entoure et participent à la construction de leur identité. Cependant, espérer d'eux qu'ils soient moins sexistes, ce n'est pas pour demain. En Belgique, on vient de faire deux pas en avant, trois pas en arrière. C'est le Conseil des femmes francophones de Belgique (CFFB), après analyse de l'avant-décret relatif à l'acquisition de manuels scolaires, de ressources numériques, d'outils pédagogiques et de livres de littérature au sein des établissements scolaires qui tire la sonnette d'alarme. *Moustique* nous le rappelle, «les manuels scolaires bénéficiaient jusqu'ici d'un système d'agrément qui permettait de donner une indication qualitative. On avait ajouté des critères d'égalité de genre. Les écoles qui passaient par ce système d'agrément avaient droit à des subsides.» Mais, s'offusque le CFFB, «en dépit du décret sur le *gender mainstreaming* qui recommande la prise en compte du genre dans toutes les politiques [...], pour des raisons de simplification administrative et pour encourager l'autonomie des établissements scolaires, on supprime l'agrément et on introduit une charte qui n'a aucun caractère obligatoire.» Peu de chance que maman quitte ses fourneaux, sur le papier du moins. (ad)

Mon genre, mon choix

Près de 727 en 2018 contre 110 en 2017, c'est l'évolution impressionnante du nombre de changements de sexe enregistré en Belgique auprès du Registre national. Entre 2010 et 2014, le nombre de personnes qui changeaient de sexe variait entre 40 et 70 par an. Des chiffres qui sont passés à 81 personnes en 2015 et à 100 en 2016. Mais depuis le 1^{er} janvier 2018, rappelait *Vers l'Avenir* dans son édition du 19 janvier, il n'est plus nécessaire d'avoir subi une opération chirurgicale pour enregistrer un changement de sexe. Auparavant, il fallait en outre un certificat du médecin pour accompagner la demande. Cette nouvelle loi et cette démedicalisation de la procédure ont donc permis à de nombreuses personnes transgenres de mener une vie en accord avec ce qu'elles sont, même si l'état civil semble encore confondre sexe et genre. «Les institutions font un usage exclusif du terme car la notion de genre nivelle la différence par un flou notionnel qui dépolitise la hiérarchie entre les sexes comme catégorie sociale», constatait la philosophe Mylène Botbo-Baum dans nos pages en novembre 2014. Mais «Bon ou mauvais genre?», le choix existe désormais. (ad)

M... à la bien-pensance

Georges Perec avait osé écrire un livre entier sans la lettre E. Jean-François Kahn a tenté l'expérience inverse : raconter le monde au départ de la seule lettre M. Média, marxisme, migration ou encore morale : le journaliste et essayiste français décline la 13^e lettre de l'alphabet sous toutes ses formes dans sa contre-encyclopédie « M la Maudite. La lettre qui permet de tout dire ». Un projet un peu fou, entre érudition et espièglerie, sur lequel il a travaillé pendant 35 ans.

Propos recueillis par Vinciane Colson
Journaliste « Libres, ensemble »

**De « Merguez » à « La vierge Marie »,
de « Marie-Antoinette » à « Luis
Mariano », ça va dans tous les sens...**

J'ai investi ce qu'on ne dit pas dans une encyclopédie classique : mon expérience et mon opinion. En tant que chef d'entreprise, professeur et journaliste, j'ai vécu quasiment toutes les guerres, les révolutions et les coups d'État de la dernière partie du XX^e siècle. J'ai plus de 80 ans, et toute mon expérience, je l'ai investie dans cette contre-encyclopédie. J'essaie d'apporter de l'approfondissement, de l'érudition, du savoir, mais aussi de la provocation, de la plaisanterie et de l'amusement. Par contre, si je n'ai rien à dire d'original, je ne dis rien. Par exemple, j'ai une grande admiration pour Modigliani, c'est un peintre formidable, mais je ne vois pas ce que je peux apporter de plus. Pour Mozart, là, j'ai une approche originale (enfin j'espère !). Mozart a écrit un opéra à la fin de sa vie, *La Clémence de Titus*,

et c'est extrêmement... chiant. Ça, vous ne pouvez pas le dire normalement dans une encyclopédie. On doit se prosterner devant Mozart. Je montre aussi que Marx ne s'est pas trompé sur un certain nombre de choses comme l'évolution du néolibéralisme, l'ampleur de la concentration des richesses et la matérialisation même des rapports humains.

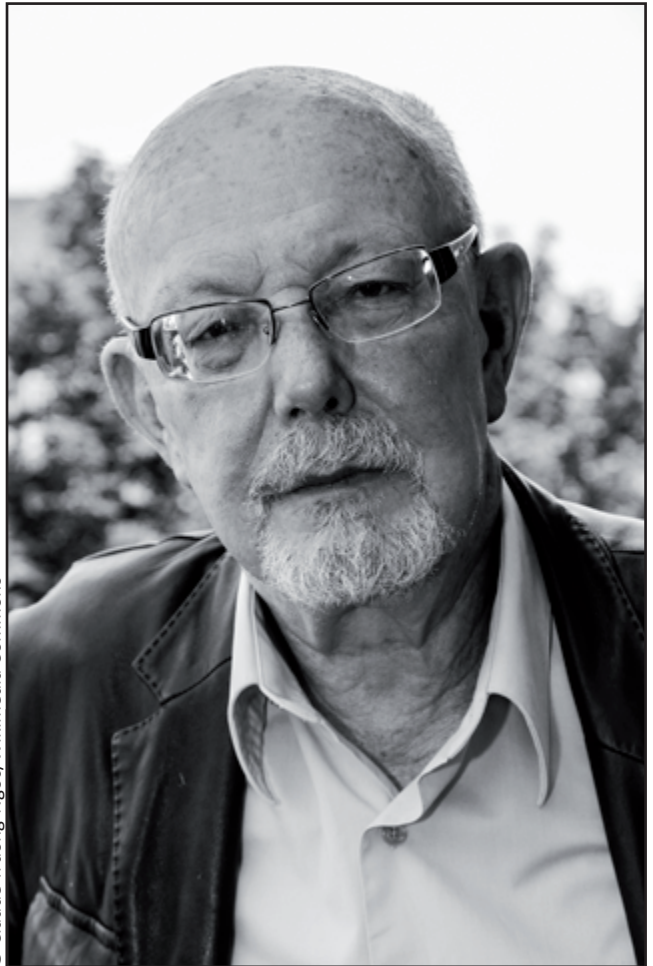
À l'entrée « Moyen-Orient », vous écrivez : « On remarquera que la région du monde où Dieu le père a décidé d'implanter à l'origine ses grandes religions et sous-religions est précisément celle qui, de carnage en carnage, de désastre en désastre, ne parvient pas à sortir de l'enfer. » Dieu en prend pour son grade ?

C'est vrai. Si Dieu est à l'origine de tout, il est forcément à l'origine des religions qui l'adorent. Mais quand vous créez une entreprise, vous vous arrangez pour ne pas créer l'entreprise concurrente, qui risque de

ruiner la première. Pourquoi Dieu a-t-il créé une deuxième religion qui fait concurrence à la première ? Et une troisième qui fait concurrence aux deux autres ? Sur le plan de la pensée économique, c'est extrêmement discutable. En plus, pourquoi les met-il au même endroit ? Quitte à créer trois entreprises, vous ne les créez pas exactement au même endroit... Je montre aussi qu'on a beaucoup massacré au nom de Dieu. Même les stalinistes et les nazis, qui ne croyaient pas en Dieu, ont massacré au nom du paganisme pervers, en rejetant Dieu. Donc, Dieu y est toujours pour quelque chose.

En même temps, à « Morale », vous dites : « Au nom de quoi faudrait-il exiger de l'Église qu'elle renonce, pour notre propre satisfaction intellectuelle de rationalistes progressistes, à tout ce qui fait qu'elle reste l'église ? Ce qui n'était pas tolérable, c'est qu'elle l'imposa. Mais dès lors qu'heureusement elle n'impose plus, du moins chez nous, ses canoniques recommandations cessent d'être normatives. » Pour vous, le fait que l'église stigmatise toujours l'IVG par exemple n'est pas un problème ?

Si l'Église impose qu'on ne reconnaisse pas l'IVG, là je me rebelle. En revanche, je n'ai pas à imposer à l'Église ce qu'elle doit penser. C'est comme si je disais à un socialiste : excusez-moi, je vous aime beaucoup, mais arrêtez de condamner le capitalisme. Non, vous êtes socialiste, vous condamnez le capitalisme. Sinon, vous n'êtes plus socialiste. Vous me direz que beaucoup de socialistes ne



© Claude Truong-Ngoc/Wikimedia Commons

Journaliste et essayiste français, ancien directeur de « Marianne », Jean-François Kahn se positionne sur des sujets d'actualité avec la lettre M comme alibi.

le condamnent pas, mais justement c'est un problème et ça ne leur fait pas du bien... Sous prétexte que je ne crois pas en Dieu, je pourrais aussi exiger de l'Église qu'elle répudie l'idée de Dieu. Ce serait scandaleux. Quand on n'est pas chrétien, on a bizarrement des exigences sur le plan moral par rapport à l'Église qui sont inconcevables. On demande à l'Église de ne plus être l'Église.



© Guillaume Pinon/NurPhoto

M... comme migrations, sujet hautement instrumentalisé par les leaders populistes.

C'est comme si l'Église nous demandait à nous de ne pas être libre-penseurs. Évidemment, je n'aurais pas cette position-là si j'étais en Pologne, mais en France oui.

« On fait quoi maintenant ? » C'est la question que vous posez concernant les migrations et la montée du populisme.

C'est une folie d'employer le mot « populisme », je le dis depuis le début mais je n'ai pas été entendu. Pour désigner le mal qu'il faut combattre, on emploie un concept où il y a le mot « peuple ». La plupart des gens entendent « populaire » quand vous dites « populiste ». Employer le mot « populiste » pour dénoncer ce

qui est une démagogie ou un néofascisme, c'est une des raisons qui a fait grossir ces mouvements. Enfin, c'est comme ça... La migration provoque d'une part une réaction de rejet xénophobe, raciste, et d'autre part une générosité admirable, comme ces gens qui travaillent dans les associations d'aide aux migrants. Naturellement, ils ont tendance, comme toute personne qui s'occupe d'un problème, à devenir les porte-parole du problème qu'ils sont censés traiter. Ils défendent l'ouverture des frontières, l'immigration libre et ils condamnent toute mesure de régulation ou de freinage de l'immigration. Mais il ne faut pas se raconter de blagues : aujourd'hui, en Europe, un parti qui se prononce pour

l'ouverture des frontières et une large ouverture migratoire n'a plus aucune chance de gagner des élections. Moi, je veux bien qu'on soit généreux, ouvert, mais à condition de répondre à la question : «Après, on fait quoi?». En France, vous avez des bidonvilles qui se reconstituent, une ghettoïsation qui rappelle l'Apartheid en Afrique du Sud, avec véritablement des quartiers ethniques, des concentrations de misère, des renaissances de conflits ethniques et religieux, une extrême droite qui progresse de plus en plus. Donc on fait quoi? Si on refuse de répondre à cette question, c'est gentil, on est un bon humaniste, on est formidable, on mérite une décoration mais ça signifie qu'on refuse de se confronter au réel. Donc l'enjeu, c'est de faire en sorte que ça ne soit pas les racistes, les xénophobes qui gagnent. C'est encore possible, mais il faut véritablement gérer la question migratoire pour ça.

Vous qui étiez candidat aux élections européennes en 2009, quel avenir voyez-vous pour l'Europe?

C'est évident, les tendances que vous appelez «populistes, souverainistes ou eurosceptiques» vont marquer des points. Je n'exclus pas qu'en France, les tendances souverainistes et eurosceptiques additionnées soient majoritaires. En même temps, on est confronté à deux positions cohérentes et respectables – le souverainisme et le fédéralisme – dont on ne devrait pas admettre qu'elles ne s'écoulent pas et qu'elles se rejettent l'une

l'autre. Le souverainisme, je ne vois pas pourquoi on le diabolise. C'est cohérent et respectable. Ce n'est pas ma position, mais pourquoi vais-je diaboliser quelqu'un qui est attaché à sa nation, à sa culture, à son histoire. L'autre position, la mienne, c'est l'Europe fédérale. C'est aussi respectable, je ne vois pas pourquoi on diabolise les gens qui veulent les États-Unis d'Europe, ce grand rêve formidable, inouï, qui était celui de Victor Hugo, de Jean Jaurès. Le problème aujourd'hui, c'est qu'on est dans l'entre-deux. Ou plus exactement, on a le pire d'une Europe qui n'est pas fédérale : le côté normatif, emmerdant, sans avoir le côté qui fait rêver – une vraie politique étrangère et sociale. On a le côté emmerdant mais pas le côté mobilisateur et enthousiasmant. J'ajoute à ça qu'il est très difficile de faire vibrer pour l'Europe, à partir du moment où on voit qu'un certain nombre de pays y sont pour piquer son pognon, pour profiter puis pour tuer l'Europe. Pour la Pologne et la Hongrie, c'est très net. La crise est majeure. J'en arrive à penser qu'il faudrait que l'Europe éclate pour qu'on puisse reprendre les fondamentaux à 9, 10 ou 11. De la base. En ne faisant plus les erreurs qu'on a faites, à savoir une fuite en avant par l'extension sans avoir consolidé les fondations. 🌱



Jean-François Kahn, « M la Maudite. La lettre qui nous permet de tout dire », Paris, Tallandier, 2018, 672 pages.



Retrouvez l'intégralité de l'entretien diffusé dans l'émission radio « Libres, ensemble » sur www.libresensemble.be.



Aide à la jeunesse : entre soutien et répression



Pour beaucoup, l'aide à la jeunesse est synonyme de délinquance, d'IPPJ, de passages à répétition devant le juge. Une réalité que personne ne peut nier, mais qui ne doit pas en occulter une autre : plus de la moitié des prises en charge par les services de l'aide à la jeunesse concerne des problèmes de maltraitance. Les comportements de parents violents ou inadéquats nécessitant parfois l'éloignement de l'enfant victime de faits graves. Des trajets de vie malheureux, qui posent différents problèmes. Par rapport au lien affectif, dont on connaît l'importance pour la construction de l'identité des plus jeunes, mais aussi à la difficulté à trouver des familles d'accueil, et quelquefois, à faire valoir la primauté d'un lien stable provenant de cette dernière, plutôt que de la famille de sang. Un sujet tabou ! Alors que le nouveau décret de l'aide à la jeunesse entre en vigueur cette année, ce dossier épluche cette matière complexe, sensible et qui évolue en même temps que les courants qui traversent notre société.

Du sang neuf

Après plus de deux ans de concertation intense avec le secteur, le nouveau Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse était enfin voté au Parlement de la Communauté française le 17 janvier 2018. À l'aune de sa mise en pratique en ce début 2019, nous l'avons soumis à une analyse minutieuse.

Par Julie Papazoglou
Déléguee « Étude & Stratégie » - CAL/COM

Ce nouveau décret fait suite à la 6^e réforme de l'État qui transféra aux Communautés en 2014 la compétence de la détermination des mesures pouvant être prises à l'égard des mineurs ayant commis une infraction. Le législateur communautaire se devait donc d'adopter une nouvelle norme relative à ce volet particulier de l'aide à la jeunesse, autrefois prévu par la loi du 8 avril 1965. Ce dernier transfert de compétences s'inscrit dans une évolution historique de la matière de l'aide et de la protection de la jeunesse de plus d'un siècle.

Tout à la justice, ou presque

La loi du 15 mai 1912 est la première qui aborde la thématique de la protection de l'enfance en Belgique. Bien que prenant en compte la spécificité des problématiques liées aux mineurs d'âge, qu'ils soient délinquants ou en danger, le texte s'inscrivait cependant dans une logique essentiellement pénale et répressive.

Plus de 50 ans après la première loi, un tournant majeur est opéré dans

le secteur avec la loi du 8 avril 1965, relative à la protection de la jeunesse. Avec une nouvelle façon d'appréhender la délinquance juvénile, plus protectionnelle et moins répressive. Elle prévoit une approche sociale et non plus uniquement judiciaire de la prise en charge des jeunes en danger, oriente son action vers la prévention, considère le mineur comme n'ayant pas la capacité de discernement, instaure un Tribunal de la jeunesse et axe son travail sur les familles. Cependant, à partir du milieu des années 1970, des critiques sont formulées à l'encontre de son application. En effet, la loi est insuffisamment axée sur l'aide consentie et l'approche spécifique des problématiques rencontrées, et est encore trop orientée vers une approche judiciaire.

Vers la déjudiciarisation et l'aide consentie

En 1980, un nouveau transfert de compétences va permettre aux Communautés de légiférer en matière d'aide et de protection de la jeunesse, à l'except-

tion de la détermination des mesures à prendre à l'encontre des mineurs délinquants. Le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, inspiré par la Convention internationale relative aux droits de l'enfant de 1989, va réorienter l'action du secteur en Communauté française selon plusieurs principes fondamentaux. Citons la déjudiciarisation, le principe de subsidiarité de l'aide contrainte par rapport à l'aide volontaire, la priorité donnée à la prévention générale et l'aide dans le milieu de vie. L'éloignement étant l'exception, le droit de l'enfant séparé de ses deux parents ou de l'un d'eux d'entretenir

régulièrement des relations personnelles et des contacts directs avec ceux-ci prend le dessus. De même, le respect et l'écoute de la parole des jeunes sont davantage considérés.

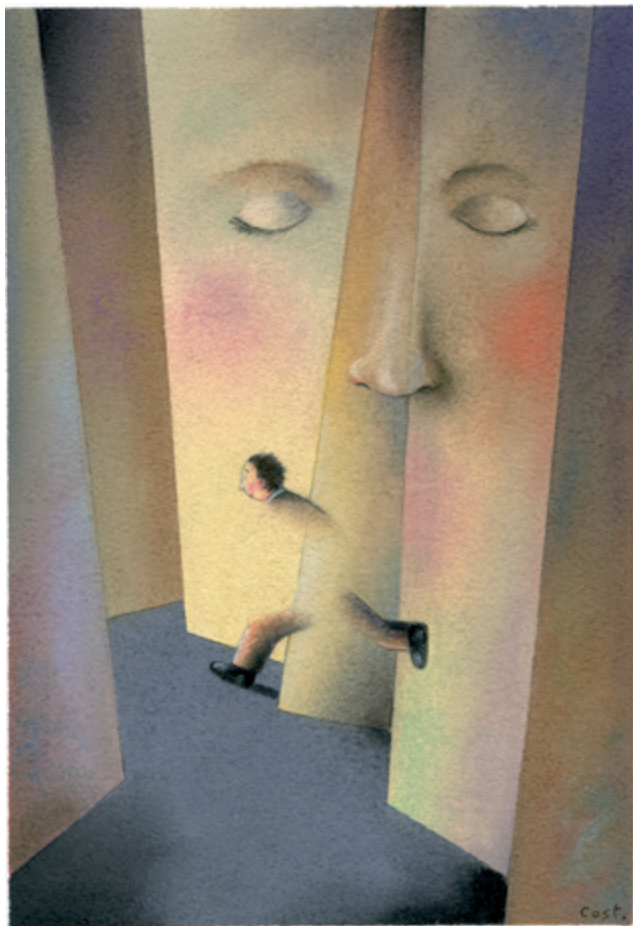
En 2006, le législateur fédéral souhaite garder les principes de la loi de 1965, mais en diversifiant davantage les mesures pour éviter le placement du jeune en IPPJ et en instaurant une approche restauratrice de la délinquance juvénile. L'accent est alors mis sur la responsabilisation du jeune et la prise en compte des droits de la victime.

Le Code Madrane et ses principes

Suite à la réforme de l'État de 2014 et à la communautarisation de la loi du 8 avril 1965 (à l'exception de la déchéance de l'autorité parentale et de la procédure), le ministre Rachid Madrane en a profité pour réformer l'ensemble du corpus législatif de son secteur tout en maintenant la philosophie générale et les principes prévus par le décret du 4 mars 1991 et par la loi du 8 avril 1965. Cinq grands «livres» divisent le Code du 17 janvier 2018: le premier traite de la prévention, le deuxième du rôle des autorités administratives sociales, le troisième des mesures d'aide aux enfants et à leur famille, le quatrième des mesures de protection des enfants en danger et le cinquième des mesures de protection des jeunes poursuivis du chef d'un fait qualifié d'infraction commise avant l'âge de 18 ans.

Accent sur la prévention

Nous nous attarderons principalement sur quelques mesures phares issues des



différents chapitres cités plus haut. Tout d'abord, la prévention. En effet, le livre 1^{er} lui est entièrement dédié et les moyens d'action dans ce domaine ont fait l'objet d'une refonte globale et d'un refinancement conséquent. La prévention est aujourd'hui considérée comme une politique spécifique, distincte du dispositif d'aide lui-même et disjointe de la prévention du service de l'aide à la jeunesse. Selon le législateur, les actions de prévention, notamment menées par les AMO (dont le nom a été modifié en services d'«action en milieu ouvert» en lieu et place de services d'«aide en milieu ouvert» afin de refléter l'entière responsabilité de leurs missions) doivent permettre de diminuer le nombre de jeunes en difficulté ou en danger et d'éviter l'intervention des services spécialisés de l'aide à la jeunesse. De nouvelles structures spécifiques lui sont également consacrées afin d'en améliorer l'efficacité. Par ailleurs, les AMO continuent à agir avec les jeunes sans mandat et à mettre en œuvre la prévention sociale et éducative, au niveau local.

Une question d'âge

Les jeunes pourront faire l'objet d'actions de prévention jusqu'à la veille de leurs 22 ans alors que le précédent décret limitait l'aide à 18 ans afin de permettre de les accompagner dans la transition vers l'autonomie et de lutter contre le risque accru de pauvreté. Notons que la première version du décret visait à élargir l'accompagnement des jeunes jusqu'à 25 ans. Le ministre a dû faire marche arrière afin de tenir compte des réticences de son partenaire de majorité cdH et de son organe de concertation pour aboutir à

La prévention est aujourd'hui considérée comme une politique spécifique, distincte du dispositif d'aide lui-même.

cette solution de compromis. Ceux-ci craignaient notamment des dépenses supplémentaires à charge de l'aide à la jeunesse et un risque de déplacement des missions des AMO vers d'autres secteurs (comme les CPAS par exemple).

Un bémol notamment, soulevé par le délégué général aux droits de l'enfant, concerne l'absence de coordination structurelle des actions de prévention avec les autres secteurs de la jeunesse (maisons de jeunes, associations de jeunes, contrats de prévention et de sécurité). Certains se sont également questionnés sur l'intérêt d'une réforme globale de la prévention alors même que la précédente réforme opérée en 2013 n'avait pas été évaluée.

Concernant le livre 3 relatif aux mesures d'aide aux enfants et à leur famille, la plupart des anciennes dispositions du décret ont été maintenues. On saluera le fait que certains éléments liés aux droits de l'enfant ont été renforcés comme la possibilité pour le bénéficiaire d'une mesure d'aide de donner son accord écrit dès l'âge de 12 ans et non plus de 14 ans.

Un projet pour l'enfant

Face aux vives critiques d'une partie du secteur qui dénonçait l'absence de cohé-

rence dans la prise en charge de certains jeunes parfois placés de leur naissance à 18 ans dans différents services de l'aide à la jeunesse, sans véritable cohérence ni objectifs à long terme, le législateur a introduit le «projet pour l'enfant». Ce document, établi par le conseiller de l'aide à la jeunesse devra constituer «le fil rouge» du parcours du mineur, et ce dès le début de sa prise en charge. Il vise à garantir la cohérence des différents dispositifs; novateur pour le secteur et inspiré des pratiques françaises, il devra être adapté régulièrement en fonction de l'évolution des besoins de l'enfant.

On remarquera aussi la présence, dans l'exposé des motifs, d'un paragraphe sur l'adoption. Cette mesure, supprimée du décret du 4 mars 1991 pour des raisons légistiques et placée dans un décret spécifique, est souvent méconnue voire taboue dans le secteur de l'aide à la jeunesse alors qu'elle constitue aussi une mesure de protection de l'enfant. Des ponts entre ces deux secteurs devraient cependant être renforcés afin de permettre à des enfants délaissés de longue durée par leurs parents de bénéficier d'un projet de vie permanent. Cependant, le secteur de l'adoption regrette que cette mesure n'ait pas été transcrite dans le corps même du texte du Code.

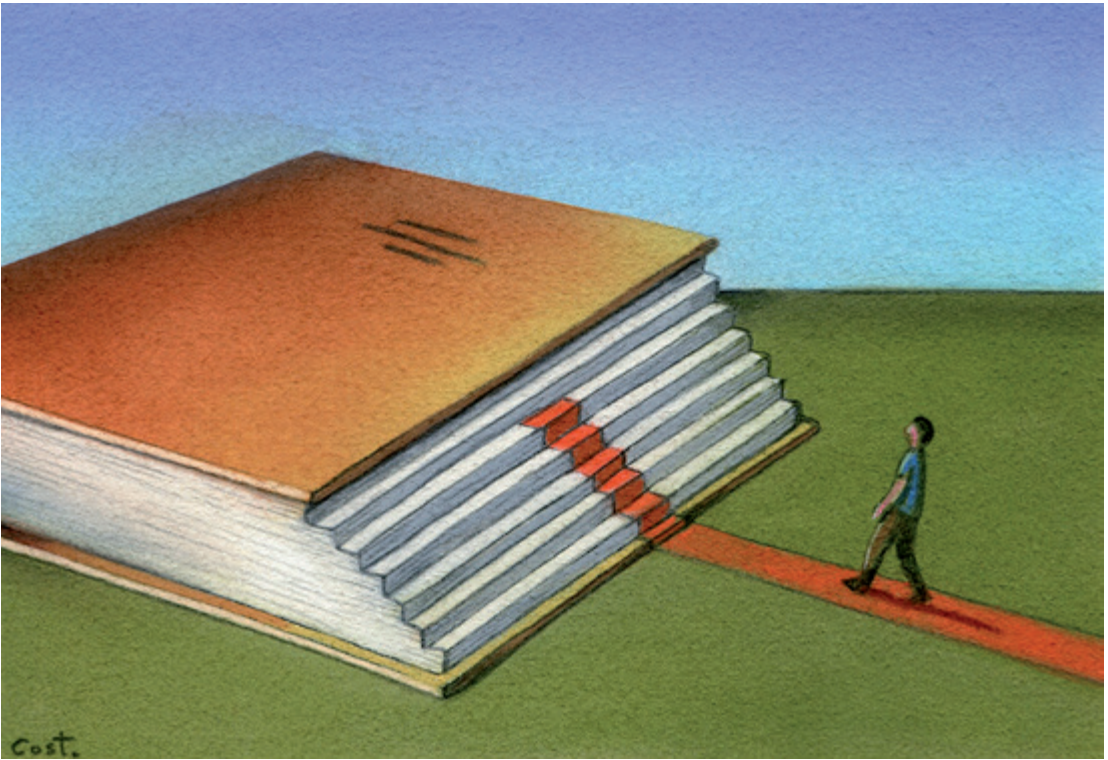
IPPJ en bout de course

Au niveau du livre 5 relatif aux mesures de protection des jeunes poursuivis du chef d'un fait qualifié d'infraction, le Code réaffirme avec force le principe de la hiérarchisation des mesures et le fait que le placement en IPPJ doit être utilisé en dernier ressort par les juges. Afin de faciliter le travail des magistrats

dans le choix des mesures, une cellule de liaison attachée à l'administration sera chargée de conseiller ceux-ci quant à la disponibilité des prises en charge dans le secteur et celles estimées comme étant les plus appropriées pour le jeune délinquant.

En vue de limiter davantage le recours au placement en IPPJ, l'âge minimal de celui-ci est relevé à 14 ans (sauf exception en cas d'atteinte grave à la vie ou à la santé) au lieu de 12 ans. Par ailleurs, conformément aux recommandations du Comité contre la torture du Conseil de l'Europe, le décret prévoit le droit pour les jeunes en IPPJ de contester les décisions prises par le directeur de celle-ci à leur égard auprès de l'administration et ensuite auprès d'un organe externe indépendant. La mise en place d'un dispositif de surveillance externe et indépendant des IPPJ, calqué sur le modèle des Commissions de surveillance des établissements pénitentiaires est également prévu. On regrette cependant l'absence dans le Code d'un chapitre sur les objectifs à atteindre lors du placement d'un jeune en IPPJ. En effet, encore trop de jeunes font l'objet de plusieurs placements consécutifs sans véritable réflexion sur les raisons qui les ont amenés à commettre une infraction et le milieu de vie dans lequel ils évoluent. Un travail avec la famille du jeune devrait être réalisé dès le début du placement et non uniquement à sa sortie, via le dispositif d'accompagnement postinstitutionnel par exemple.

Enfin, on relèvera que pour des raisons d'ordre institutionnel, le Code ne s'applique que pour la partie non



contraignante aux mineurs bruxellois. Il faudra donc que le Parlement bruxellois vote sans délai une ordonnance spécifique (on parle de mai 2019) afin de ne pas occasionner une discrimination de ce public par rapport aux jeunes de Wallonie.

Deux publics spécifiquement vulnérables semblent avoir été oubliés dans la réforme, à savoir les enfants roms et les MENA, alors qu'ils font encore trop souvent l'objet d'un jeu de ping-pong institutionnel entre le secteur de l'aide à la jeunesse et celui de l'asile et de la migration.

Roulez, jeunesse !

En conclusion, le nouveau Code ayant fait l'objet d'une intense

concertation, de moult revirements et de corrections à chaque étape de son adoption (en veulent pour preuve les 29 annexes et les 535 pages d'avis et de commentaires attachés au projet et transmis au Parlement), d'aucuns ont cru qu'il n'aboutirait pas. Le voilà cependant tout frais, prêt à entrer en vigueur et à produire ses effets grâce à une certaine ténacité du ministre et à un refinancement conséquent du secteur. L'avenir nous dira si les intentions louables qui ont présidé à cette réforme auront les effets pratiques escomptés. Reste cependant à saluer l'esprit constructif qui a animé ces débats et la volonté d'améliorer le sort de ce public fragilisé. ♣

Accueillir l'enfant d'un.e autre

Cherche familles désespérément : tel pourrait être le slogan pour inciter des familles à accueillir les « enfants du juges ». Lorsqu'ils ne peuvent trouver refuge au sein de leur cercle familial, des familles externes peuvent être sélectionnées pour les accompagner, les aider à s'épanouir. Mais les candidat.e.s ne se bousculent pas.

Par Pierre Jassogne
Journaliste

Près de 3 500 jeunes sont confiés chaque année à une famille d'accueil en Fédération Wallonie-Bruxelles : trois quarts dans leur famille élargie – grands-parents, oncle, tante – et un quart dans une famille d'accueil « externe ». Mais les candidat.e.s manquent. « Il est vrai que nous manquons de familles prêtes à s'engager. Tout d'abord parce que cette démarche est encore insuffisamment connue, mais aussi parce qu'elle nécessite un engagement personnel et citoyen fort, parfois difficile, notamment lorsque les accueillant.e.s s'attachent à l'enfant », reconnaît le ministre de l'Aide à la jeunesse, Rachid Madrane (PS) qui a fait du recrutement de familles d'accueil une priorité de cette législature, avec une vaste campagne de promotion lancée en 2015 et qui revient en ce début d'année sur les télévisions locales pour faire connaître davantage ce dispositif au grand public.

« Le message doit être martelé au quotidien. À force d'en parler, on arrive à sensibiliser le public à cette probléma-

tique, avec des candidats plus nombreux à sauter le pas », estime Michael Rossi, directeur du service laïque de placement familial La famille d'accueil Odile Henri, qui s'occupe de 366 jeunes et accompagne 230 familles d'accueil en Wallonie et à Bruxelles. « La recherche de familles reste indispensable et tous les candidats sont les bienvenus pour s'occuper des enfants : couples ou célibataires, avec ou sans enfant, homo ou hétéro... », renchérit Catherine Vanbelle du service Accueil et familles à Bruxelles.

Ouvrir son foyer... et son esprit

Cet appel aux candidats commence d'ailleurs à porter ses fruits ces dernières années : alors qu'en 2014, on comptait autour de 50 nouvelles familles d'accueil sélectionnées, elles étaient 79 en 2016 à être arrivées au bout du processus de sélection et à avoir pu accueillir un enfant. En 2017, ce sont 105 nouvelles familles qui ont été sélectionnées, donc plus du double. « Les tendances



pour 2018 vont dans le même sens puisque pour les six premiers mois de l'année, on comptait pas moins de 35 nouvelles familles sélectionnées et plus de 140 candidatures à l'étude», indique le ministre Rachid Madrane.

Quant à la sélection des futures familles, le processus dure entre quatre et six mois, à travers des rencontres régulières avec les équipes des services de placement. Objectif : connaître l'histoire des candidats, leur vie personnelle, professionnelle, mais aussi analyser la dynamique familiale qui accueillera l'enfant. Une fois la famille sélectionnée, il s'agit de trouver un jeune qui correspond le mieux possible à celle-ci. «C'est la raison pour laquelle on peut penser qu'on sera toujours à la recherche de familles d'accueil. En effet, notre souhait est de faire calquer au mieux le projet,

tant du jeune que de la famille candidate», ajoute Michael Rossi. Les services de placement insistent fortement sur la tolérance des candidats à l'égard des parents de l'enfant. «La famille d'accueil ne remplace pas les parents. Ceux-ci continuent de jouer un rôle dans le processus de l'accueil familial. Il faut vraiment qu'on ait des candidats ouverts et non jugeants. Ce serait difficile pour un enfant de se retrouver avec une famille d'accueil qui discrédite ses parents, même s'ils ont commis des erreurs. Il faut une ouverture d'esprit assez large», continue le directeur du service de placement *Odile Henri*.

250 enfants sans famille

Autre nécessité pour les candidats : celle d'être disponible le temps du placement pour ces enfants qui ont besoin de suivi

et de soins. «Être famille d'accueil est une démarche très altruiste. Il s'agit de donner de son temps pour aider un enfant à aller mieux et à retrouver ses parents», résume Catherine Vanbelle. «Mais lier vies professionnelle et privée avec l'accueil n'est pas simple. La vie des familles est de plus en plus difficile et c'est un frein pour rentrer dans ce type de démarche: tout le monde court, la plupart des parents travaillent, et il y a aussi parfois des difficultés de logement, notamment à Bruxelles», ajoute la directrice d'Accueil et familles.

À l'heure actuelle, il n'est pas facile d'évaluer le nombre de familles d'accueil manquant. «Sur la base des informations transmises par les autorités mandantes à l'administration, ce chiffre se situe aux alentours de 250. Tout comme le nombre de placements en familles d'accueil, ces chiffres sont assez constants d'année en année», relève le ministre de l'Aide à la jeunesse, Rachid Madrane. «Être famille d'accueil est une mission exigeante, ce n'est pas toujours un long fleuve tranquille, on ne va pas se mentir», reconnaît-il. «Mais c'est surtout un geste de solidarité fort envers un enfant en difficulté, envers une famille qui est dans une période difficile où elle a besoin d'aide. Accueillir un enfant en difficulté, c'est l'aider à grandir, à se construire. C'est offrir un cadre familial stable et sécurisant à des enfants dont les parents ne peuvent assurer l'éducation au quotidien. C'est remplir une mission pour une durée incertaine: on ne sait pas pour combien de temps on s'engage. En effet, le placement n'est pas destiné à durer, même si parfois, il est nécessaire que l'enfant reste

éloigné de ses parents pendant une longue période», continue le ministre.

Pour les principaux concernés, l'accueil a été une expérience qui a bouleversé leur vie. Christine, célibataire, s'est occupée d'une petite fille de quatre ans. Elle participe à la campagne de promotion pour faire connaître le dispositif au grand public. «Avec le recul, je me suis dit que j'aurais dû le faire dix ans plus tôt», témoigne-t-elle. Avec la petite fille qu'elle a accueillie, il a fallu du temps pour qu'elles s'approprient. «Dès le départ, je ne me suis pas imposée, mais je l'ai laissée venir à moi. Elle venait quand elle était triste, quand elle en avait besoin ou était fatiguée, par exemple. Dans ces moments-là, j'en profitais pour lui faire des câlins, lui dire que j'étais contente qu'elle habite ici», raconte Christine. «Et la première fois où elle m'a fait un bisou, ce fut le plus beau moment. Là, je me suis dit qu'il y avait une étape de franchie.» Nicolas, père de famille, s'est lancé lui aussi dans l'aventure de l'accueil avec son épouse Cathy. «On s'est dit qu'il y avait une vraie nécessité: il y a des enfants en demande, des familles en souffrance», explique-t-il. «L'enfant qui arrive chez nous est considéré comme un membre de la famille à part entière, même si on garde une distance. Il n'y a pas de papa-maman entre nous. Mais la mission pour ces enfants comme pour les nôtres est d'en faire des adultes responsables. Il y a des victoires, des reculs aussi. C'est normal... Mais le jour où on les voit quitter la maison pour retourner dans leur famille, ils sont plus sereins, et cela fait plaisir.» 🌱

Le tabou de l'adoption

Un nombre important de professionnels de terrain, issus des secteurs de l'enfance, de l'adoption et de la santé mentale, dénoncent l'absence de projet de vie permanent des enfants placés hors de leur milieu de vie pour une longue durée. Bien que le retour dans leur famille d'origine semble totalement compromis, leur adoption reste trop peu envisagée.

Par Julie Papazoglou
Déléguée « Étude & Stratégie » - CAL/COM

En Belgique, des enfants se voient parfois placés dans des structures résidentielles ou dans des familles d'accueil de leur naissance à leurs 18 ans sans pouvoir bénéficier d'une nouvelle famille prête à les accueillir de manière permanente. Pourtant, des solutions plus respectueuses des besoins de ces enfants existent, comme leur adoption simple ou plénière prise en dernier ressort. En 2010, le Comité des Nations unies pour les droits de l'enfant adressait d'ailleurs à la Belgique ses observations en la matière. Il soulignait notamment sa préoccupation quant à «la longueur des listes d'attente en vue d'un placement et la fréquence des changements d'établissements». Il recommandait ainsi à la Belgique de «privilégier l'accueil en milieu de type familial par rapport au placement en établissement et d'examiner périodiquement les placements, conformément aux dispositions de l'article 25 de la Convention»¹.

Le lien, à n'importe quel prix ?

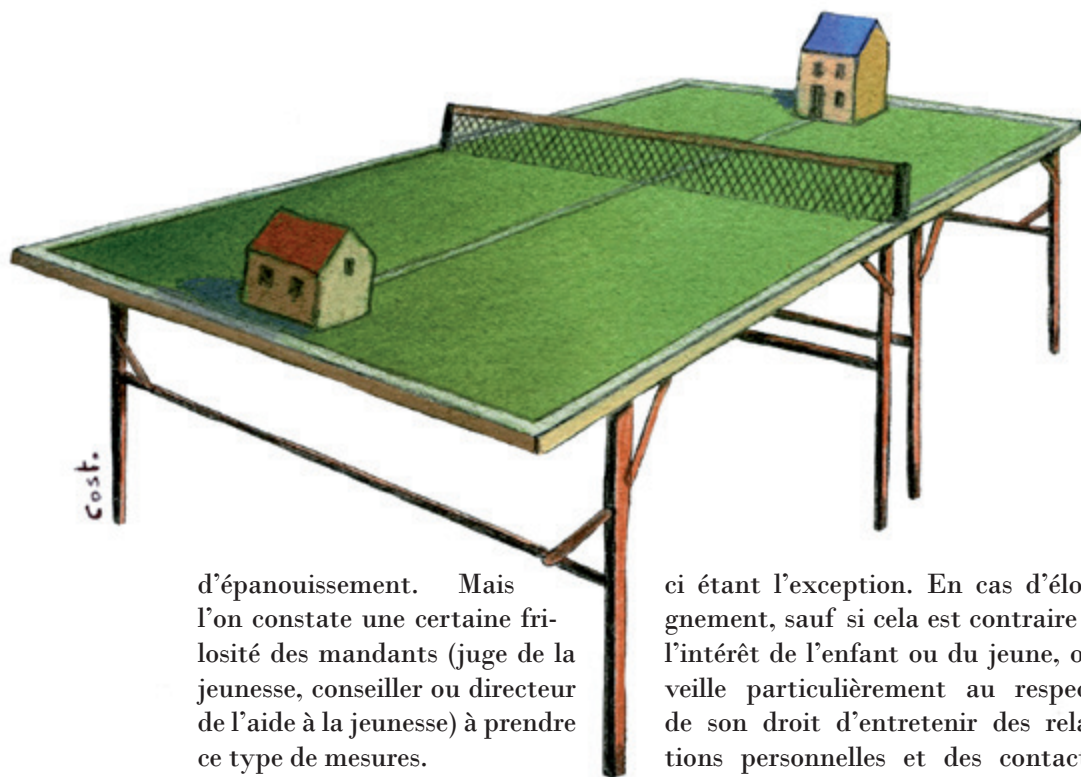
Les professionnels de terrain s'interrogent, eux aussi, régulièrement sur

le devenir de certains enfants placés hors de leur milieu de vie parfois jusqu'à leur majorité. Amenés à travailler avec ce public, ils constatent en effet dans certaines situations un délaissement de ces enfants ou un désintérêt parental de longue durée, de même qu'une incapacité à remobiliser les parents pour permettre le retour de leur enfant en famille. Ces jeunes restent parfois placés dans des structures d'hébergement ou d'accueil jusqu'à 18 ans, faute de pouvoir retourner dans leur famille d'origine.

Des placements successifs ou les fréquents «allers-retours» entre la famille d'origine et l'institution entraînent, surtout pour des enfants en bas âge, d'importants troubles psychologiques empêchant ceux-ci de se construire une figure d'attachement stable, de se développer psychologiquement de manière optimale, d'être autonome, d'avoir confiance en eux et en l'adulte². D'où l'importance de solutions plus stables et plus permanentes qui leur garantiraient à ces jeunes de meilleures conditions

1 Observations finales concernant la Belgique, 25 mai-11 juin 2010, p. 9, point 47.

2 Nicole Guedeney, *L'attachement, un lien vital*, Paris, Fabert, coll. «Temps d'arrêt/Lectures», 2011, 64 p.



d'épanouissement. Mais l'on constate une certaine friabilité des mandants (juge de la jeunesse, conseiller ou directeur de l'aide à la jeunesse) à prendre ce type de mesures.

Du provisoire qui dure

Les raisons qui amènent à placer ces enfants dans «du provisoire qui dure» sans envisager d'autres solutions plus pérennes sont multiples et complexes. Régulièrement questionnées, elles méritent d'être examinées. En Fédération Wallonie-Bruxelles, dans le nouveau décret portant le Code de la prévention de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse du 18 janvier 2018, la question spécifique du placement de ces mineurs en dehors de leur milieu de vie est guidée notamment par le principe du maintien des liens familiaux ou de la restauration de ceux-ci. Ainsi, «l'aide et la protection se déroulent prioritairement dans le milieu de vie, l'éloignement de celui-

ci étant l'exception. En cas d'éloignement, sauf si cela est contraire à l'intérêt de l'enfant ou du jeune, on veille particulièrement au respect de son droit d'entretenir des relations personnelles et des contacts directs avec ses parents. La possibilité d'un retour auprès de ses parents est évaluée régulièrement afin de réduire autant que possible la durée de l'éloignement. L'aide et la protection veillent à respecter et à favoriser l'exercice du droit et du devoir d'éducation des parents»³. Selon le prescrit décretaal, l'hébergement de l'enfant hors du milieu familial doit dès lors être exceptionnel et temporaire. De plus, les intervenants doivent mettre tout en œuvre pour réduire le temps de séparation des parents avec leur(s) enfant(s).

Une «idéologie du lien»

En privilégiant la relation familiale et les liens entre les enfants et leur famille d'origine, le nouveau décret s'inscrit clairement dans le sillage du

³ Article 1^{er}, 10^o du titre 1^{er}.

précédent. Depuis 1991, le maintien du lien entre l'enfant et sa famille d'origine est devenu central dans le travail des intervenants du secteur de l'aide à la jeunesse, au point que certains dénoncent une «idéologie du lien». Les mandants et les délégués de l'aide à la jeunesse ont donc du mal à envisager une rupture «assumée» du lien dans la mesure où celle-ci peut être perçue comme un échec de leur intervention en faveur de son maintien. De plus, il est difficile d'envisager une rupture et/ou une mesure plus stable lorsque les parents d'origine se manifestent de temps à autre ou réapparaissent sporadiquement, notamment au moment de la révision annuelle de la mesure de placement par le mandant. L'appréciation du moment où il convient de modifier ce projet initial pour envisager une mesure plus stable est complexe et nécessite des outils et un encadrement multidisciplinaire qui fait souvent défaut. Dans ce type de situation, la loyauté de l'enfant à l'égard de sa famille d'origine est toujours présente et les intervenants peuvent avoir du mal à trancher cette question de manière définitive.

Une mesure d'aide et de protection

L'adoption simple ou plénière, appliquée en dernier ressort, avec des balises strictes, en toute transparence avec les parents d'origine pourrait constituer une solution à envisager par les mandants lors d'un délaissement caractérisé de l'enfant par ses parents ou d'une incapacité avérée de ceux-ci à opérer les changements requis pour les besoins de

leur enfant. Cette option aurait l'avantage d'offrir un cadre stable à l'enfant au regard de l'importance de créer un lien d'attachement sécurisant et sécurisé avec ceux qui l'élèvent. Outre les freins liés à la philosophie du décret de l'aide à la jeunesse, trois obstacles viennent s'ajouter à la difficulté des mandants d'envisager cette option.

L'adoption sans le consentement des parents est source d'une grande insécurité juridique dans les chefs des candidats adoptants et de l'enfant. L'adoption interne, à savoir d'un enfant résidant en Belgique, exige normalement le consentement des parents d'origine⁴. Une seule exception permet de passer outre celui-ci: l'adoption sur «refus abusif». Fondée sur le désintéret des parents ou l'atteinte par ceux-ci à la santé, la sécurité ou la moralité de l'enfant⁵, cette procédure doit être introduite par les candidats adoptants ou par le procureur du Roi. Elle suppose qu'un organisme d'adoption prenne le risque de placer l'enfant chez des candidats adoptants sans garantie

L'adoption simple n'entraîne pas de rupture totale du lien de filiation. Ce lien est établi uniquement entre les parents adoptants et l'adopté et ses descendants. Les parents adoptants obtiennent l'autorité parentale sur l'enfant. Cependant, les liens avec la famille d'origine de celui-ci ne sont pas rompus de sorte que l'enfant continue à hériter d'elle. Du côté de sa nouvelle famille, l'enfant peut uniquement hériter de ses parents adoptifs.

4 Sauf si ceux-ci sont déchus de l'autorité parentale en ce compris le droit de consentir à l'adoption.

5 Article 348-11 du Code civil.

L'adoption offre une alternative aux enfants qui ont de grandes probabilités d'être placés jusqu'à leur majorité dans des structures résidentielles.

que l'adoption puisse être finalisée. Cette étrange chronologie place l'enfant et les adoptants dans une grande insécurité juridique à un moment crucial du processus d'attachement mutuel. Elle impose également aux adoptants une confrontation judiciaire avec les parents d'origine. Elle fragilise ainsi la création du lien de parentalité. Cette procédure suppose donc de trouver des candidats adoptants particulièrement solides et motivés.

Une deuxième difficulté concerne la méconnaissance des travailleurs de terrain de l'aide à la jeunesse du secteur de l'adoption et spécifiquement du travail qu'effectuent les deux organismes d'adoption au quotidien avec les familles d'origine et *vice versa*.

Enfin, l'adoption ne constitue pas une mesure d'aide et de protection des enfants en danger ou en difficulté à l'instar des autres mesures prévues dans le nouveau décret. Même si, théoriquement, elle peut parfaitement être proposée par les mandants en collaboration avec les organismes d'adoption. Il s'agit de deux procédures différentes devant deux juridictions spécifiques, l'une protectionnelle et l'autre civile.

Entre deux feux

La question de l'adoption simple ou plénière d'enfants placés hors de leur famille d'origine est très sensible. Elle touche à des thèmes essentiels et délicats. Il convient dès lors d'éviter tout discours idéologique «pro» ou «anti» famille d'origine ou «pro» ou «anti» adoption.

L'expérience internationale («pupilles de l'État» en France et système dit de «banque mixte» au Québec) démontre qu'il ne faut pas sous-estimer la difficulté, pour des professionnels qui accompagnent un enfant placé, de passer à un moment donné d'un projet de réintégration familiale à celui de recherche d'une vie familiale alternative. Ils doivent donc être outillés tant sur le plan juridique que psychosocial dans cette tâche complexe.

L'État doit, dans la mesure du possible, garantir à chaque enfant placé un projet de vie permanent et de préférence familial. Cela implique de développer des efforts proactifs en vue de soutenir les parents d'origine et d'envisager la réintégration familiale de l'enfant. Cependant, si celle-ci s'avère impossible ou contraire à l'intérêt de l'enfant et qu'il est possible de l'intégrer dans une nouvelle famille, il appartient alors aux autorités publiques de prendre leur responsabilité en la matière.

L'adoption simple ou plénière, prise en dernier ressort dans certaines situations de délaissement ou de



carence parentale caractérisée, offre une alternative à certains enfants qui ont de grandes probabilités d'être placés jusqu'à leur majorité dans des structures résidentielles. L'adoption n'a de sens que si un enfant a de réelles chances de trouver une famille adoptive et de s'y intégrer.

Un préalable à toute évolution des mentalités en la matière consisterait à mener une réflexion commune entre le secteur de l'adoption, les services de l'aide à la jeunesse et les autorités mandantes sur la situation de certains enfants faisant l'objet de placement de longue durée et de délaissement ou de carence parentale. Pour ce faire, il nous semble indispensable de disposer d'une connaissance précise du nombre d'enfants concernés et de réintroduire l'adoption dans le nouveau décret relatif à l'aide à la jeunesse.

Une modification législative fédérale apparaît également nécessaire afin de pallier l'insécurité juridique entourant la procédure d'adoption envisagée comme mesure d'aide et de protection de certains enfants. Enfin, il conviendrait d'introduire de nouvelles dispositions légales permettant d'évaluer, avant toute procédure d'adoption, l'adoptabilité psychosociale et juridique de l'enfant. L'adoption pourrait alors résulter de trois types de situations : soit à la suite du consentement des parents d'origine à l'adoption, soit à la suite d'un abandon de fait de l'enfant ou à la suite d'une maltraitance et/ou des négligences graves suivies d'un désintérêt manifeste des parents d'origine même si ceux-ci refusent de consentir à l'adoption. ♣

IPPJ sur ville

Le projet de création, en Région bruxelloise, d'une institution chargée d'accueillir des «jeunes ayant commis un fait qualifié d'infraction» suscite des craintes en miroir.

Par Abraham Franssen
Sociologue - Université Saint-Louis Bruxelles

Pour ceux qui ne seraient pas familiers des acronymes de la CFWB (Communauté française - Fédération Wallonie-Bruxelles), les IPPJ sont des institutions publiques de protection de la jeunesse. Elles sont destinées à l'exécution des mesures d'enfermement décidées par le Tribunal de la jeunesse à l'égard des jeunes de moins de 18 ans – «ayant commis un fait qualifié d'infraction».

Seuls les jeunes âgés de 14 ans et plus peuvent faire l'objet d'un placement en régime fermé. Désormais, le placement en IPPJ d'un jeune de moins de 12 ans est proscrit sauf s'il a gravement porté atteinte «à la vie ou à la santé d'autrui». Les jeunes qui commettent des faits entre 16 et 18 ans pourront toujours faire l'objet d'une procédure de dessaisissement, c'est-à-dire qu'ils seront jugés par la justice des adultes, à deux conditions: lorsque les faits sont particulièrement graves et qu'ils «ne collaborent pas aux mesures provisoires ou s'y soustraient».

Une institution «ouverte» aux polémiques

Les IPPJ elles-mêmes sont organisées en différentes sections et

régimes: fermés ou ouverts. En l'occurrence, la toute première IPPJ en Région bruxelloise, qui devrait être inaugurée en 2020, hébergera vingt garçons et dix filles, en régime ouvert. Pour une partie des riverains de la future IPPJ, c'est le sentiment d'insécurité qui prédomine, renforcé par le caractère ouvert de cette implantation. Oscillant entre rejet et demande de concertation, une pétition a recueilli 150 signatures et le projet a fait l'objet de controverses lors de la récente campagne pour les élections communales: «L'installation d'une IPPJ en régime ouvert sur notre commune va nuire à la qualité de vie, au bien-être des habitants et à la sécurité de nos rues. Nous déplorons le manque de transparence autour du dossier et appelons à une véritable concertation avec les habitants, l'abandon du projet ou à tout le moins une consultation populaire pour que les citoyens puissent se prononcer sur ce projet.» Un candidat bourgmestre avait quant à lui assimilé ce projet au lot de nuisance que la commune de Forest accueille déjà sur son territoire: «un centre de tri-recyclage de déchets, un centre de compostage avec des odeurs

pestilentielle et deux prisons.» À l'inverse, du côté des défenseurs des libertés et des droits des jeunes, la création d'une IPPJ supplémentaire pourrait apparaître comme un renforcement des dispositifs sécuritaires et répressifs à l'encontre des jeunes, un pas de plus dans la stigmatisation et la criminalisation des jeunes populaires urbaines issues de l'immigration. Sinon, pourquoi implanter cette IPPJ à Forest et non pas à Watermael-Boisfort ?

Une extension du référentiel protectionnel

Au risque de décevoir les tenants de la thèse de la pénalisation du social, on avancera ici la thèse inverse. Loin d'être symptomatique d'un climat sécuritaire et répressif – par ailleurs bien à l'œuvre dans d'autres domaines –, la création d'une nouvelle IPPJ et sa localisation à Bruxelles est plutôt l'expression d'une extension des logiques protectionnelles et éducatives qui caractérise, de longue date et de manière renouvelée, le référentiel du secteur de la protection et de l'aide à la jeunesse.

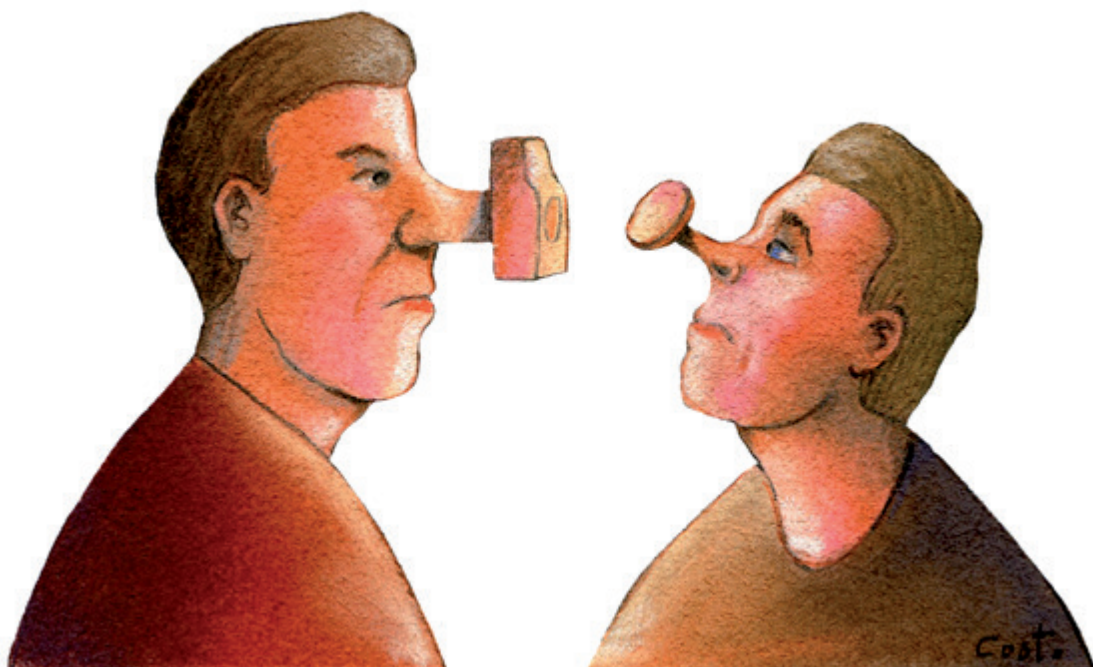
Cette thèse contre-intuitive appelle des explications et explicitations quant au cadre législatif, mais aussi

à propos des chiffres et de l'évolution des mesures dans le secteur, ces dernières années. Sur le plan du cadre législatif, cela serait un raccourci tronqué et trompeur de présenter les IPPJ comme des «prisons pour jeunes délinquants». En effet, la récente législation communautaire (décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse) qui a remplacé la loi fédérale de 1965 sur la protection de la jeunesse) en a repris la finalité protectionnelle: c'est l'intérêt du mineur qui doit justifier la mesure d'enfermement. Et si les jeunes y sont qualifiés de «jeunes ayant commis un fait qualifié d'infraction», cette circonvolution ne constitue pas seulement un euphémisme, elle tend à indiquer que ces jeunes ne relèvent pas d'une logique pénale. Quand bien même ont-ils commis des actes parfois graves qui, lorsqu'ils le sont par des adultes, sont qualifiés d'infractions ou de crimes passibles d'une peine de prison.

L'enfermement en dernier ressort

Il faut également souligner que les mesures d'enfermement constituent la mesure «ultime» à disposition du tribunal qui possède un panel





de mesures éducatives (réprimande, prestation éducative et d'intérêt général, guidance...). En principe, la privation de liberté ne peut intervenir qu'en dernier ressort, dans des circonstances exceptionnelles et uniquement pour la période la plus courte possible.

Alors même que dans de nombreux autres domaines la tendance est au renforcement de la répression, de la pénalisation et de la criminalisation, il est remarquable de constater qu'en matière de protection de la jeunesse – et à la faveur de la communautarisation de cette compétence, lors de la sixième réforme de l'État – a au contraire prévalu un approfondissement des finalités protectionnelles et éducatives. Le nouveau Code de 2018 relève l'âge minimal pour un placement à 14 ans et promeut encore plus explicitement une logique restauratrice. Et en cas

d'éloignement du milieu de vie, il privilégie un placement en régime ouvert plutôt qu'en régime fermé.

Sur le plan des chiffres, on ne constate pas une augmentation des mesures d'enfermement des mineurs. Alors que la capacité totale de prise en charge simultanée des mineurs «ayant commis des faits qualifiés d'infractions» était de 325 places en 2011, elle est de 363 places en 2018, mais cette légère augmentation est liée au renforcement des services d'accompagnement extra-muros tandis que le nombre de places en régime fermé est stable (102 en 2018, 106 en 2011)¹.

Accompagner hors les murs...

En effet, sur le plan de l'évolution des mesures et des dispositifs, la tendance la plus marquante de ces dix dernières années a été, parallèlement

¹ La durée de ces mesures de privation de liberté peut être variable (de 15 jours à plusieurs années). Les statistiques de la Fédération Wallonie-Bruxelles indiquent que la durée moyenne de l'enfermement est d'une centaine de jours.

à l'évolution des projets pédagogiques des IPPJ, la mise en place et le renforcement des moyens octroyés aux services d'accompagnement extra-muros, tels que les SAMIO. Ces services d'accompagnement, de mobilisation intensifs et d'observation créés en 2011 poursuivent l'objectif de constituer une «alternative au placement en IPPJ en favorisant la réinsertion sociale, familiale et scolaire du jeune»².

... et maintenir le lien

Les mesures intra-muros reposent sur le modèle de la coupure : il s'agit d'éloigner le jeune de son milieu pathogène et de le rééduquer dans le cadre d'une institution totale. L'accompagnement extra-muros repose au contraire sur une idéologie du lien qu'il s'agit de restaurer et de réparer, impliquant de mener un travail en réseau, inscrit dans le territoire et dans le milieu de vie du jeune. Quand on sait que plus de 40 % des jeunes placés en IPPJ sont résidents bruxellois, alors que les institutions sont toutes localisées en Wallonie (Braine-Le-Château, Fraipont, Jumet, Saint-Servais (pour filles), Wauthier-Braine et Saint-Hubert), il était largement illusoire de prétendre mener ce travail de maintien et de restauration des liens familiaux et scolaires compte tenu de l'éloignement géographique et des difficultés d'accessibilité.

Plus qu'un tour de vis sécuritaire, ce sont ces évolutions qui ont conduit à la création d'une IPPJ, en régime ouvert, en Région bruxelloise. D'une certaine manière, cela ne fait

L'accompagnement extra-muros repose au contraire sur une idéologie du lien qu'il s'agit de restaurer et de réparer

enfin que mettre en cohérence les dispositifs institutionnels avec l'esprit protectionnel du Code.

Visiblement, cependant, cette mise en cohérence ne suffit pas à épuiser les controverses quant aux vertus et aux limites attribuées au «nouveau» modèle extra-muros de la reconnexion et du travail en comparaison au modèle «traditionnel» intra-muros de la coupure et de la déconnexion. Ces controverses se déploient non seulement au sein de la société civile, comme en témoignent les réactions craintives d'une partie des riverains. Mais elles traversent également, de manière nuancée, les acteurs de la protection de la jeunesse, et parmi eux les juges de la jeunesse favorables, dans certains cas, à des mesures d'éloignement physique du jeune de son milieu de vie³.

Plus en profondeur, ces évolutions sont avant tout l'expression d'une transformation plus large des modes de gestion des individus «problématiques» (qui ont des problèmes/ qui posent des problèmes) : d'une gestion par l'immobilisation et la mise à l'écart au sein d'une clôture institutionnelle, à une gestion par la mise en circulation, l'accompagnement, mais également par un travail accru sur les subjectivités. 🌱

² Marie-Charlotte Cardon et Dominique De Fraene, Abraham Franssen et Alice Jaspert, «Les enjeux de la proximité et de l'éloignement géographique et pédagogique dans le cadre des mesures de placement des jeunes en IPPJ/CFF et de l'accompagnement post-institutionnel», rapport de 2013, 91 p.

³ *Ibid.*

Les semeurs de graines

Lorsque la vie d'un.e jeune « déraile », le passage en IPPJ fait souvent partie d'un parcours écrit d'avance. Au sein des murs de l'institution, les conseillers laïques tentent de retisser les liens distendus, de semer des graines, afin d'éveiller ici une passion, là un nouveau projet de vie. Un travail axé sur l'humain, essentiel pour aider les jeunes à se reconstruire et rebondir. Reportage au sein de l'IPPJ de Fraipont.

Par Sandra Evrard
Rédactrice en chef

Ce n'est pas le genre d'enseigne annoncée sur de grands panneaux ostentatoires. Celle de l'IPPJ de Fraipont n'échappe pas à la règle. Impossible de soupçonner la présence de cette institution publique de protection de la jeunesse en déambulant dans les rues paisibles du village situé à l'orée des Ardennes. Et pour cause: l'IPPJ s'est nichée au sommet de la colline adjacente, au cœur d'un massif forestier. Ouverte en 1972, cette dernière accueille une septantaine d'adolescents, âgés de 12 à 18 ans, répartis dans deux sections: celle d'accueil et celle du centre fermé. Son projet pédagogique est axé sur un système d'enseignement par ateliers techniques, qui coexistent avec des cours généraux. Giuseppe, le conseiller laïque qui y travaille quotidiennement, nous en ouvre les grilles. Des cours de morale à l'assistance individuelle, aux projets collectifs spécifiques, il vit quotidiennement aux côtés de ces ados, dont les parcours ont un jour dérapé.

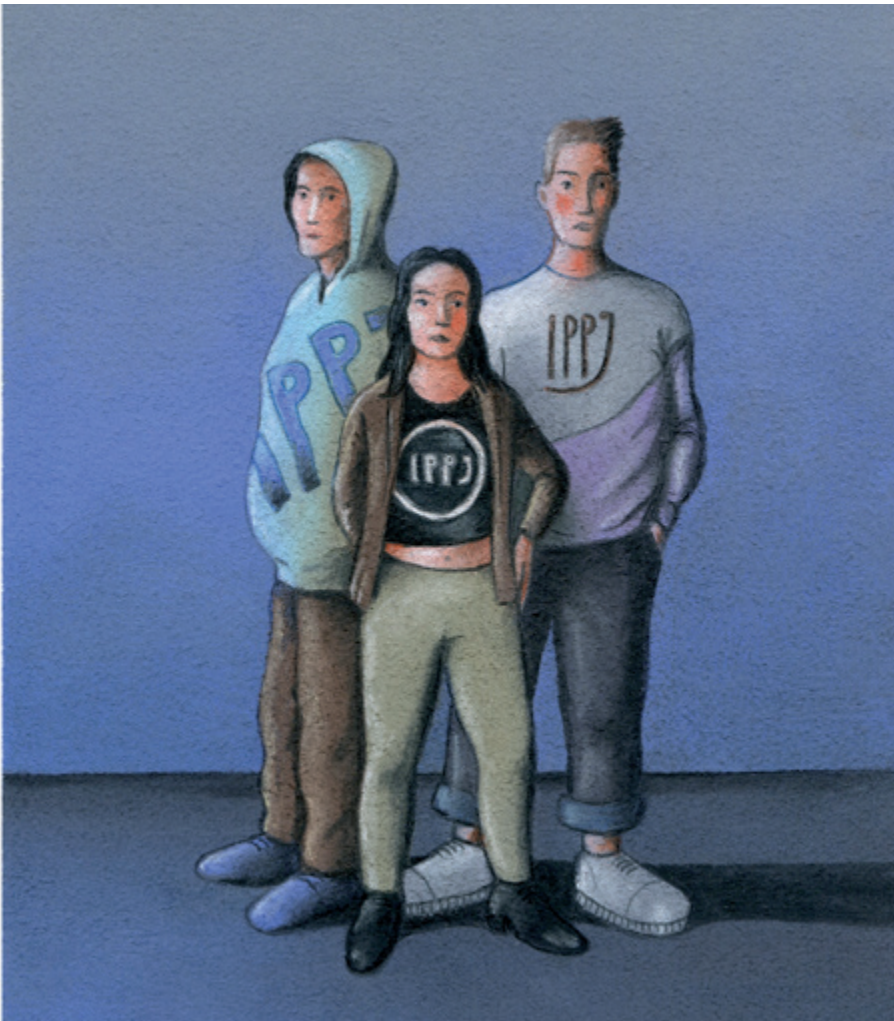
Une mission subtile

Le rôle d'une IPPJ? Accueillir les jeunes ayant commis un fait qualifié

d'infraction, suite à une décision du Tribunal de la jeunesse. Son action pédagogique étant double, puisqu'elle vise d'une part la réinsertion sociale et favorise d'autre part une démarche restauratrice envers la victime et la société. L'axe éducatif a forcément pour but une amélioration du comportement du jeune, tout en lui prodiguant des outils pour restaurer son image. Car si personne n'oublie que des faits, quelquefois extrêmement graves, ont été commis et que le sort des victimes ne doit pas être oublié, ignorer les rouages qui ont mené les jeunes jusque-là serait une erreur. Ce n'est que dans le lien, l'empathie, le travail humain que l'on peut espérer induire un changement dans ces trajectoires difficiles. «Beaucoup de jeunes sont abîmés, ils ont une image réductrice d'eux-mêmes, biaisée par les adultes et la justice, et les activités auxquelles ils participent permettent de rectifier un peu l'image unique de délinquants qu'on leur renvoie. Ils peuvent par exemple montrer qu'ils ont la capacité d'aider les autres», explique Françoise, conseillère laïque à l'IPPJ de Wauthier-Braine.

Tant les conseillers confessionnels (majoritairement musulmans et chrétiens), que les laïques, viennent en appui aux autres intervenants professionnels, au cœur de l'IPPJ : psychologues, éducateurs, assistants sociaux, personnel administratif et de direction. Leurs actions sont *de facto* plus facilement acceptées par les jeunes puisqu'ils sont tenus au secret professionnel. «Il faut sortir de la carte moralisatrice. Nous sommes des semeurs de graines et nous espé-

rons qu'un jour, l'une d'entre elles va éclore. Nous essayons de passer à un autre discours que celui de "tu n'es qu'un délinquant", explique Nicolas, conseiller laïque de l'IPPJ de Braine-le-Château. Ils ont certes commis un acte répréhensible, mais il faut qu'ils se rendent compte qu'ils ont aussi d'autres facettes de leur personnalité et qu'ils peuvent exprimer autre chose (intellectuellement, artistiquement par exemple). Le secret professionnel est donc important dans ce contexte.»



Et Françoise de renchérir, «d'ailleurs, certains disent aux nouveaux: ici, on peut tout dire, ils ne font pas de rapport. Nous ne sommes pas des balances, du coup, ça permet ce travail en confiance. Ici, c'est un peu le miroir de notre société. Les jeunes sont souvent portés sur l'argent. C'est le règne du zapping et donc ils éprouvent des difficultés à se concentrer. Ils sont à la recherche d'un peu de bien-être.» Même son de cloche de la part de Giuseppe: «Parfois, certains pensent même qu'ils seraient mieux en prison, avec une PlayStation et d'autres choses de ce style. Ils s'adaptent. Ils peuvent rester toute une journée dans leur chambre, ce qui semble inimaginable pour la plupart des autres jeunes». D'autant que la plupart d'entre eux ont des proches qui sont passés par la case prison. Celle-ci est

donc banalisée et la crainte du gendarme ne fonctionne plus. Le taux de récidive est d'ailleurs d'une trentaine de pour cent, notamment lorsqu'ils renouent avec les milieux néfastes qui les entouraient. Il suffit de peu pour qu'ils replongent...

L'effet miroir

Bien-être, réajustement de comportement, interpellation socio-psychologique: toutes ces dimensions de reconstruction des personnalités en devenir de ces jeunes sont parfois confrontées aux difficultés vécues par d'autres personnes dans la société. Ainsi, même si les activités sportives ne sont pas boudées par les conseillers laïques, ils essayent d'y ajouter une autre dimension, en les pratiquant par exemple avec des personnes handica-

Carte d'identité

Il existe six IPPJ en Fédération Wallonie-Bruxelles. Cinq de ces institutions hébergent des garçons. Elles sont respectivement situées à Jumet (régime ouvert), Wauthier-Braine (régime ouvert, plus une section fermée), Braine-le-Château (régime fermé), Fraipont (régime ouvert, plus une section fermée) et Saint-Hubert (régime fermé). La sixième, qui dispose elle aussi de sections à régime ouvert et d'une section fermée, est destinée aux filles et est située à Saint-Servais. En régime ouvert, «l'accueil» consiste en une prise en charge de 15 jours qui permet de «marquer le coup» symboliquement, en délivrant le message au jeune qu'il ne peut pas tout se permettre. Ce

type de service s'adresse évidemment aux adolescents qui sont menacés d'entrer dans un processus de délinquance.

Pour ceux d'entre eux qui, malheureusement, sont déjà ancrés dans un tel processus, un service d'orientation dresse, en quarante jours, un bilan de la situation du jeune sur le plan familial, scolaire, professionnel et institutionnel. L'objectif est d'arriver à élaborer avec le jeune, sa famille et le magistrat un projet de réinsertion.

Ensuite, les IPPJ offrent différents services éducatifs, avec une prise en charge soit à l'intérieur de l'institution (comme à Wauthier-Braine ou

pées. « Dans les projets que nous mettons en place, nous essayons aussi de leur montrer ce qui se passe en dehors de l'IPPJ et dans le monde, toujours dans l'optique de les amener à aller au-delà de l'image de la délinquance. Cela peut passer par l'objectif d'obtenir leurs diplômes ou des brevets, comme celui des premiers secours. Nous souhaitons sortir de l'occupationnel », explique Nicolas. Ce retissage de liens passe également par la culture. Ainsi, Didier, le conseiller laïque de l'IPPJ de Saint-Servais – la seule qui accueille des filles – les emmène voir les expos aux thématiques humainement fortes des Territoires de la mémoire, à Liège. Mais l'un des projets sociaux qui les touchent le plus est celui de l'Opération Thermos, organisée pour des SDF. « Nous préparons des denrées et leur apportons dans une salle à Liège,

où nous les servons et discutons avec eux. Certains jeunes sont choqués de ce qu'ils voient, mais d'autres connaissent malheureusement bien cette réalité, car ils sont eux-mêmes passés par là », explique Giuseppe. « En préparant les repas, cela leur permet aussi de voir les problèmes de gaspillage qui sont inhérents aux IPPJ, car tout ce qui a été préparé et non consommé est à jeter. Ils n'ont pas tous toujours eu assez à manger sur leur table lorsqu'ils vivaient chez eux, ils ont souvent grandi dans la précarité, cela les fait donc réagir », ajoute Anne, de l'IPPJ de Wauthiez-Braine.

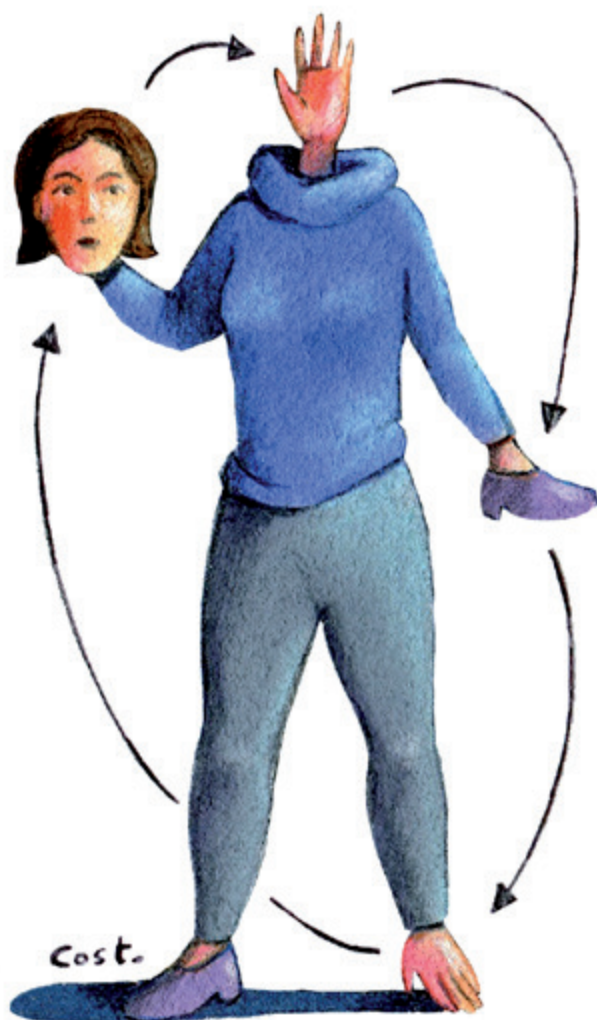
Retrouver un sens à la vie

Amandine, de Saint-Hubert, explique que ce qui l'a frappée, c'est la dimension collective qui ressort de cette acti-

Fraipont), soit en collaboration avec des établissements scolaires, comme à Jumet. Saint-Servais, qui est réservé aux jeunes filles, offre les deux types de services éducatifs.

Certaines IPPJ offrent aux magistrats la possibilité de recourir à un régime fermé. Saint-Servais le rend possible pour les jeunes filles, Braine-le-Château, Wauthier-Braine, Fraipont et Saint-Hubert pour les garçons. Là encore, différents projets coexistent offrant aux magistrats la possibilité de choisir, dans la mesure des places disponibles, le placement le plus approprié : Saint-Hubert vise l'évaluation et l'orientation de jeunes sur une durée de

30 jours, renouvelable une fois ; Fraipont développe un projet sur 3 mois suivis par une réorientation ; Braine-le-Château correspond plus à un service d'observation et d'orientation travaillant sur une période plus longue. Dans ce contexte, les conseillers laïques apportent leur pierre à l'édifice en proposant des outils, des pistes, pour donner une nouvelle chance au jeune lorsqu'il sortira de l'IPPJ. Mais il reste difficile d'influer réellement sur des trajectoires souvent fort abîmées. Une intervention en amont serait judicieuse et les conseillers laïques plaident pour la prise en compte du mal-être du jeune comme critère d'intervention préventive. (se)



tivité. «Avec ce type de projet, on a un objectif à atteindre et tout le monde est sur le même pied pour y arriver – éducateurs, conseillers, jeunes –, cela crée du lien et favorise un sentiment d'équipe.» Recréer du lien: répétons-le, tel est bien, au final, le but recherché par ces conseillers laïques, conscients que pour beaucoup de ces jeunes, les comportements répréhensibles sont souvent le résultat d'identités abîmées dès la petite enfance, de manque de respect, de considération,

de projet de vie. «Ce sont des jeunes explosés psychologiquement, en perte de repères, confirme Nicolas de l'IPPJ de Braine-le-Château. Ils n'ont rien à quoi se rattacher et se demandent ce qui se passera après leur sortie. Il n'y a pas de portes ouvertes pour eux, ni socialement ni au niveau du boulot. Alors, ils se disent que quitte à en chier avec ce système, autant avoir de l'argent pour s'offrir une belle vie.»

Si finalement, la réinsertion dans la société, dans la famille, constitue le but ultime de leur passage en IPPJ, cette belle ambition n'est guère aisée à atteindre. Les projets de réinsertions ne venant que trop tardivement au cours de leur séjour, souvent juste avant leur sortie. Dès lors, beaucoup de jeunes sont toujours perdus. «Ce n'est qu'à la fin de leur peine qu'on leur demande de produire un projet portant sur leur vie lorsqu'ils sortiront. Quand les placements deviennent trop longs, c'est problématique», confirme la conseillère laïque de Wauthier-Braine. D'autres estiment qu'ils sont trop infantilisés, voire que le passage en IPPJ produit finalement des consommateurs, alors qu'il faudrait surtout leur redonner de l'espoir, des perspectives d'avenir. Le décrochage scolaire faisant bien entendu partie des écueils rencontrés. «On peut se demander comment cela se fait que certains jeunes soient déscolarisés depuis deux, trois ans, alors que l'école est obligatoire! Ce n'est pas normal. Certains sont arrivés à un tel point qu'ils ne savent plus comment se tenir à table, comment se présenter... Il faut alors tout leur réapprendre. Il faut du concret avec eux», conclut Didier. 🌱

Une porte vers l'autonomie

Attendu ou redouté, le passage à l'âge adulte survient en général avec son lot de défis et de difficultés. À Bruxelles, la vie en autonomie et la recherche d'un logement constituent des parcours semés d'embûches, en particulier pour les jeunes précarisés ou en rupture familiale. Le projet KAP du CEMO, à Saint-Gilles, propose un logement et un accompagnement à ces jeunes sur le fil, déjà majeurs, mais pas tout à fait adultes.

Par Clara Van Reeth
Journaliste

«Le jour de mes 18 ans, j'ai dû quitter le centre d'accueil où j'avais été placé. Je suis sorti de là à 19 heures, il faisait noir. Je n'avais nulle part où aller. Je suis resté dans la rue.» Le passage à la majorité est une étape importante dans la vie d'une personne. Outre le fait de devenir légalement responsable de ses actes, il s'agit pour beaucoup de se lancer dans la vie dite «active», que celle-ci commence par des études ou une première immersion dans le monde du travail. Mais pour certains, comme le jeune Barrie, cette étape a tout d'un saut dans le vide. «Si tu ne vis plus avec tes parents, si tu ne peux pas bénéficier de leur expérience, à 18 ans, tout devient soudain très compliqué», témoigne-t-il. Parmi ses anciens compagnons du centre d'accueil, «beaucoup sont devenus alcooliques, toxicomanes ou fous». Barrie, lui, a eu la chance de croiser la route du CEMO (Centre d'éducation en milieu ouvert), à Saint-Gilles, et de bénéficier de son projet de kot autonome provisoire

(KAP). Après deux mois d'errance, sa candidature acceptée, il a décroché un logement temporaire en appartement, où il vit maintenant depuis près de trois ans.

Apprendre à vivre seul

Le projet KAP se veut un espace de transition pour des adolescents au parcours de vie souvent émaillé de fractures. Le logement y est la porte d'entrée à un accompagnement soutenu, visant leur autonomie fonctionnelle. Il s'agit là d'un service (trop) unique en son genre, qui s'adresse à cette catégorie de jeunes situés dans l'angle mort de l'aide à la jeunesse, coincés dans ce passage flou de l'adolescence à l'âge adulte. «La plupart des jeunes qui sont en rupture avec leur milieu de vie ont appris à s'en sortir par la débrouille. Mais on n' imagine pas toujours à quel point la vie en autonomie peut être compliquée pour eux», avance Olivier Gatti, directeur du CEMO. L'hébergement au

sein du KAP dure au minimum trois mois et peut être renouvelé chaque trimestre pendant un an – dans certains cas, quand les besoins en autonomie demeurent trop importants à l'issue de cette année, les jeunes peuvent bénéficier d'un bail supplémentaire allant jusqu'à trois ans.

Un loyer et une épargne

Que coûte le KAP? Ses locataires doivent s'acquitter d'un forfait mensuel de 470 euros, couvrant le loyer (entre 250 et 300 euros) et les provisions de charges, ainsi qu'une cotisation à une épargne automatique, qui leur est intégralement restituée lorsqu'ils quittent leur kot.

En échange de ce tarif, nettement inférieur aux prix du marché, les jeunes s'engagent à respecter le contrat d'accompagnement du CEMO, qui prévoit une à deux rencontres par semaine, pendant toute la durée de leur séjour. Des rencontres axées sur l'apprentissage de l'autonomie: tri des déchets, mise en ordre administrative, optimisation de la consommation énergétique, gestion de son budget, paiement des factures, suivi médical, etc. Des ateliers collectifs sont également proposés. «On essaie de couvrir tous les domaines de la vie quotidienne», résume le directeur du CEMO.

Durant sa première année d'hébergement à Ixelles, Barrie s'est donc engagé à partager tous ses tickets de caisse, une fois par semaine, avec son assistant social de référence chargé de superviser ses dépenses. Un rituel contraignant, voire infantilisant? «Ah non, pas du tout», insiste le jeune homme, «c'est

moi qui étais en demande, j'avais vraiment besoin de leur aide!»

L'aspect locatif du projet est quant à lui assumé par l'une des deux agences immobilières sociales (AIS) partenaires du KAP, qui tiennent les rênes du bail, contrôlent le paiement des loyers, voire rappellent à l'ordre les locataires en cas de retard de paiement ou de dégâts. Un partage des rôles bien distinct, essentiel, selon Olivier Gatti, pour éviter à l'AMO le rôle de «gendarme» qui fragiliserait son lien de confiance avec les jeunes.

Double casquette

Débuté en 2010 avec seulement deux appartements mis à dispositions des jeunes, le projet KAP compte aujourd'hui onze appartements disséminés sur les communes de Saint-Gilles, Ixelles et Forest grâce, notamment, à un financement du CPAS.

C'est d'ailleurs la particularité du CEMO: il est le fruit d'un partenariat intégré entre une AMO (Aide en milieu ouvert) et le CPAS de Saint-Gilles. Il a été créé par ce dernier il y a 40 ans, avant de recevoir, dans les années nonante, son agrément AMO. Passeuse de berges, l'association peut ainsi traiter, à une plus petite échelle et dans un cadre moins institutionnel, une série de dossiers qui lui sont transmis par le service jeunesse du CPAS. Celui-ci, de son côté, met à disposition du CEMO cinq équivalents temps plein et demi – soit un tiers de l'équipe complète de l'association.

Autre bénéfice de cette configuration originale: sa proximité avec le CPAS

de Saint-Gilles a offert au CEMO une plus grande flexibilité par rapport aux tranches d'âge de ses bénéficiaires: «Le projet KAP cible les jeunes entre 16 et 25 ans, puisque le service jeunesse du CPAS n'impose pas de limite d'âge stricte. C'est ce qui nous a permis de toucher ces jeunes en transition, ce que ne pouvaient pas faire les AMO, limitées à la tranche d'âge 0-18 ans.» Le Code Madrane, adopté le 17 janvier dernier, élargit désormais le champ d'action des AMO, leur permettant de s'adresser aux jeunes jusqu'à leurs 21 ans révolus.

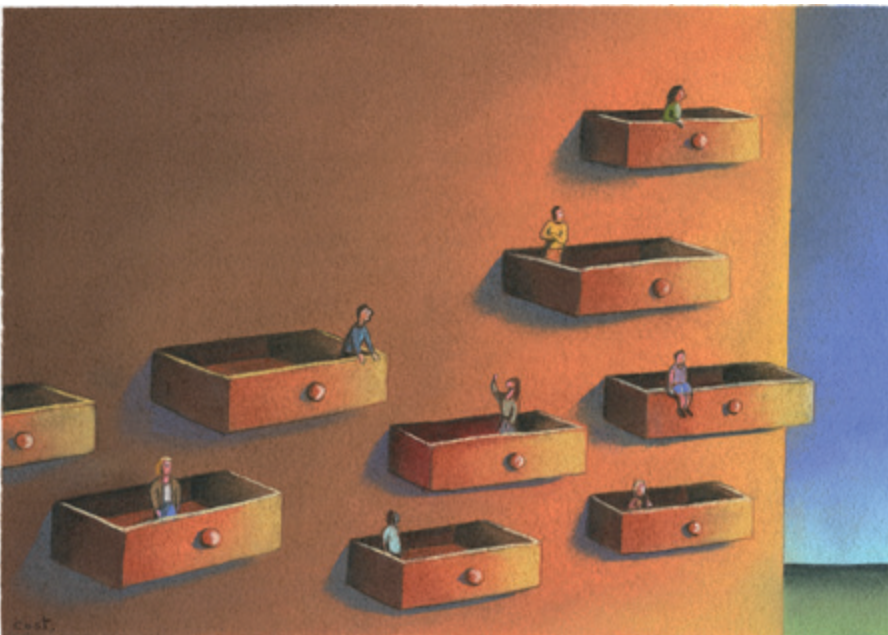
Une ouverture qui permettra peut-être de voir d'autres projets de ce type essaimer. Pionnier dans son genre parmi les services d'aide à la jeunesse non mandatés, le KAP a déjà fait deux petits depuis sa création: la Maison de l'autonomie, ouverte aux jeunes usagers du CPAS

d'Etterbeek et un projet d'hébergement né du partenariat entre une AMO et une AIS à Marche-en-Famenne.

Une forte demande

Car la demande est là, assure Olivier Gatti: «On reçoit près de cent candidatures par an. Étant donné que nous ne sommes pas un service d'accueil d'urgence, nous prenons le temps d'étudier la candidature du jeune, on mène avec lui environ trois entretiens préalables.»

Le délai minimum entre ces entretiens et l'octroi d'un logement est de deux semaines, «pour que le jeune puisse réfléchir à son engagement». Mais la durée d'attente totale est souvent bien plus longue pour les jeunes. «Nous n'avons pas de liste d'attente chronologique: donc dès qu'un appartement se





libère, il est attribué en fonction d'une série de critères que nous avons établis, comme l'âge, l'urgence de la situation, etc.», détaille le directeur du CEMO. Sur les 80 jeunes qui ont envoyé leur candidature en 2017, seuls 21 ont pu être hébergés au sein du KAP.

Ces dernières années, le logement est devenu un vrai point noir pour les jeunes bruxellois : la hausse des loyers et les réticences des propriétaires dans le privé ont rendu difficile la recherche d'un appartement, *a fortiori* pour les jeunes en situation précaire. Parvenir à l'autonomie est également un plus grand défi qu'avant, assure Olivier Gatti : «Beaucoup de choses, comme les procédures administratives et le découpage institutionnel, se sont énormément complexifiées. Face à cela, les jeunes ne s'estiment pas bien préparés.»

Après trois ans d'accompagnement, Barrie pense quant à lui avoir enfin



acquis suffisamment de clés pour lui permettre d'ouvrir les portes de son avenir. «Avant, même une demande auprès du CPAS me semblait impossible. Aujourd'hui, c'est moi qui aide mes amis qui galèrent.» Le jeune adolescent, contraint d'arrêter ses études à 18 ans (en février de sa dernière année de secondaire) faute de logement, a pu reprendre des études en promotion sociale, grâce au suivi du CEMO. Aujourd'hui, son CESS en poche, il prévoit de rejoindre bientôt sa famille installée à New York.

Pour répondre à la demande grandissante des jeunes, le CEMO envisage pour sa part d'augmenter encore son offre de logements, «jusqu'à 20 appartements maximum». Autre changement probable dans un futur proche : la limite d'âge du KAP pourrait être rabotée de 25 à 22 ans, «par souci de cohérence avec le nouveau décret de l'aide à la jeunesse». 🌻

Zoom sur la prévention : espoir permis !

Devenant une politique spécifique au sein de l'aide à la jeunesse, la prévention doit permettre de réduire le nombre de jeunes en difficulté ou en danger. Le but : éviter l'intervention des services d'aide ou de protection de la jeunesse !

Par Pierre Jassogne
Journaliste

Dans le nouveau décret, la prévention ne constitue plus un simple principe comme ce fut longtemps le cas en Fédération Wallonie-Bruxelles. Considérée comme un ensemble d'actions au bénéfice des jeunes vulnérables et de leurs familles, la prévention dispose désormais d'une définition claire et d'un cadre spécifique, visant l'émancipation, la responsabilisation ou la reprise de confiance en soi des jeunes et de leur famille en vue de réduire les risques de difficultés et les violences, exercées à l'égard du jeune ou par lui. Le décret précise également deux types de prévention : éducative et sociale. La première vise à atteindre des jeunes exposés à des difficultés et cherche à infléchir, dans le respect de leur libre arbitre, leurs trajectoires, afin d'éviter que les risques ne se transforment en événements. La seconde agit, en amont des risques, sur le contexte de vie afin de transformer la relation des jeunes avec leur environnement, en renforçant le lien social. Il s'agit d'être présent dans le paysage local de l'éducation et de la socialisation du jeune au même titre que l'école, la maison

des jeunes, les initiatives culturelles et sportives et l'aide sociale générale. Une modification importante concerne, en outre, la possibilité de mener des actions de prévention des jeunes jusqu'à leurs 22 ans.

Le mot-clé du secteur

«Le terme de prévention est apparu assez récemment», rappelle Jacques Duchenne, président de la FLAJ (Fédération Laïque d'Aide à la jeunesse) et directeur du service AMO (Aide en Milieu Ouvert) de Jodoigne. «Il faut bien admettre que dans toutes les législations qui se sont succédé – et elles n'ont pas été nombreuses –, une série de mots sont revenus de manière lancinante comme aide ou protection, mais jamais la prévention.» Pourtant, aux yeux du président de la FLAJ, il s'agissait d'un sujet qui s'imposait à tout le secteur depuis longtemps, et ce, «si on voulait éviter que l'hébergement et la soustraction du jeune de son milieu de vie ne fassent trop de dégâts. Jusqu'à preuve du contraire, pour réintégrer un jeune efficacement, le meil-

leur moyen reste la prévention», poursuit Jacques Duchesne. «Longtemps, la prévention a pourtant été considérée comme peu efficace alors que tous les services qui en font travaillent sur une base méthodologique sérieuse, sur base de diagnostics sociaux... Et ce décret est la première véritable occasion de parler de ce sujet. Pour peu qu'on interprète bien le poids à donner à cette prévention», prévient-il. Selon le président de la FLAJ, elle concerne autant les services de milieu de vie comme les AMO qui s'occupent déjà du sujet que tous les autres services du secteur. «Il y a une importance transsectorielle à donner à cette prévention. Elle est aussi importante au sein d'un AMO que d'une IPPJ (Institution Publique de Protection de la Jeunesse) parce qu'il s'agit, dans un cas comme

dans l'autre, de réintégrer un jeune de manière harmonieuse dans son milieu de vie. Il faudra de toute manière travailler avec l'environnement du jeune pour que les conditions qui ont justifié le retrait de son milieu de vie ne se répètent plus.»

La nécessaire convergence des dispositifs

Dans ce cadre, de nouveaux dispositifs apparaissent avec le conseil de prévention et le chargé de prévention. Le premier est composé d'opérateurs locaux (commune, ONE, école...) au niveau de chaque arrondissement judiciaire et contribue à l'élaboration du diagnostic social et d'un plan d'action triennal. Il remplace les CAAJ (conseils d'arrondissement d'aide à

La médiation, un nouvel essor?

À côté de la prévention, le nouveau décret fait une nouvelle place à la justice réparatrice, en donnant la possibilité aux parties, depuis janvier 2019, de participer à une médiation. Dans ce cadre, le juge ou le procureur du roi doit mandater un SARE (service d'actions restauratrices et éducatives), chargé de mettre en place une médiation. Celle-ci est confidentielle et permet à l'auteur de l'infraction et à la victime de s'exprimer sur l'acte commis. L'objectif est d'arriver à un accord de médiation signé par le jeune et la victime.

Même si ce dispositif est neuf, le système de justice réparatrice a commencé à être pratiqué en Belgique dès les années 1950 et légalisé en 1965. Pourtant, comme le constate le rapport AWAY*, il est peu utilisé par les juges ou le parquet, réticents à ce type de procédure. Le rapport suggère dès lors de systématiser l'information relative à la possibilité d'entamer un processus de justice réparatrice à tous les stades de la procédure (police, parquet, tribunal) et à toutes les parties concernées afin d'offrir une approche judiciaire plus humaine, mieux adaptée au jeune.

*AWAY (Alternative Ways to Address Youth) est un projet basé sur la déjudiciarisation, cofinancé depuis 2017 par l'Union européenne. Plus d'infos : www.dei-belgique.be

la jeunesse). Le chargé de prévention assure, quant à lui, la promotion et le développement de la prévention à l'échelle de l'arrondissement. Il dirige également le service de prévention, dont la mission principale est de contribuer à l'élaboration des diagnostics sociaux, d'analyser les faits sociaux relatifs à la jeunesse sur son territoire et d'accompagner la réalisation des plans d'action du conseil de prévention de sa zone. Il apporte également son appui aux services AMO de sa zone, dans la réalisation de leur diagnostic social. Des moyens seront par ailleurs dégagés pour l'embauche de fonctionnaires.

«Tous ces nouveaux dispositifs vont donner de la consistance à tout le travail de prévention mené localement auprès des jeunes par nos services», se félicite Jacques Duchenne. Mais ce n'est pas gagné non plus : le décret plante le décor et paraît superbe, mais il faudra voir quelle sera la qualité des différents acteurs au niveau de chaque conseil de prévention. «Là, tout peut être perdu ou gagné. Parce qu'au niveau de la police, d'un centre PMS ou d'une commune, chacun a sa définition de la prévention. Il faudra que le chargé de prévention arrive à orchestrer tout cela pour que tout le monde travaille dans le même sens. C'est l'humain qui sera déterminant pour que ces conseils de prévention ne se limitent pas à des coquilles vides», continue Jacques Duchenne.

Si la prévention est désormais consacrée dans le décret et à travers de nouveaux dispositifs, il ne faut pas se leur-



rer, poursuit le directeur de la FLAJ : «75 % du budget de l'aide à la jeunesse reste affecté à l'hébergement. Même si le secteur a pris conscience de la prévention, beaucoup plus respectueuse de ce qu'est un jeune, les moyens restent limités pour les services qui s'occupent de cette prévention comme les AMO», ajoute-t-il. «Néanmoins, cette législature a permis de refinancer nos services pour soutenir des projets de proximité avec les jeunes et de nouveaux emplois.» ❀

Réforme majeure pour faits de mineurs

D'une vitre brisée à un braquage en bande organisée, les victimes de délinquance juvénile sont les «grands oubliés» d'une machine judiciaire protectionnelle et éducative, traditionnellement polarisée sur l'auteur du délit. Aux côtés de groupes de paroles et de consultations psycho-socio-juridiques, les «offres restauratrices» ont amélioré leur prise en charge. Mais en dépit du nouveau décret de l'aide à la jeunesse, leurs ressources pour surmonter les traumatismes semblent s'épuiser.

Par Gaëtan Gras
Journaliste

Depuis la sixième réforme de l'État et la communautarisation des compétences liées au droit de la protection de la jeunesse, les autorités limitent les réponses strictement punitives de l'arsenal judiciaire juvénile. En cas d'infraction, elles privilégient les «actions restauratrices» via des actes matériels, mais surtout des dispositifs psychologiques et sociaux qui responsabilisent et réintègrent les jeunes délinquants – autant que les victimes – dans la société. Les Services d'actions restauratrices et éducatives (SARE) sont mandatés pour deux types de démarches qui peuvent être cumulées: d'une part des «mesures imposées» par un parquet ou un magistrat qui se déclinent en «prestation éducative et d'intérêt général» ou en «module de sensibilisation»; d'autre part des «offres proposées» uniquement à l'initiative d'un magistrat. Il s'agit d'une spécificité de la délinquance juvénile qui met à contribution la victime et

qui se cristallise en «médiation» ou en «concertation restauratrice de groupe» (CRG).

Tandis que la médiation «se limite» à la résolution d'un conflit interpersonnel, la CRG englobe un volet communautaire. Empruntée aux traditions ancestrales maories baptisées *family group conference*, cette prestation exige la mobilisation volontaire des victimes, des auteurs, de leurs familles et des représentants de la communauté. Les participants verbalisent leurs ressentis et leurs attentes lors d'entretiens individuels. Ces étapes préfigurent une médiation de type indirect (lettres, vidéos, bricolages, chansons, etc.) ou une rencontre entre les parties, qui se concrétisent par un accord et une déclaration d'intention. Le jeune s'y engage à réparer les torts causés à la victime et les préjudices occasionnés à la société et il promet d'effectuer un travail introspectif qui favorisera sa réinsertion sociale.



Mauvaise publicité

Contrairement au succès croissant de la médiation, au fil du temps, la CRG n'a séduit ni les instances ni les victimes de prime abord, et sa mise en œuvre varie selon les arrondissements judiciaires : sans grille de lecture disponible, les juges évaluent le caractère communautaire des faits sur des critères propres, afin de départager les dispositifs. Toutefois, le lobbying intensif de certains SARE a porté ses fruits à Liège et à Charleroi. Au Pays noir notamment, le centre GACEP se félicite, par la voix de sa directrice Géraldine Bodart, des chiffres partiels de 2018 : 40 dyades (unité qui comprend victime et auteur) prises en charge pour une CRG et 80 pour une médiation. Mais cet engouement n'a pas gagné Bruxelles où la pratique reste fantoma-

tique, d'après les médiatrices du projet RADIANT, Karine Jacobs et Bernadette Goffe. Personnalité des juges, manque de convictions des équipes ou de proximité entre les SARE et les (trop) nombreux magistrats débordés, lourdeur de la procédure (entre 6 et 9 mois) ou encore crainte de certains magistrats d'être dépossédés de leurs dossiers judiciaires : les deux femmes émettent de nombreuses hypothèses pour expliquer ce flop dans la capitale.

En vigueur depuis le 1^{er} janvier 2019 en Wallonie, le nouveau décret soutenu par le ministre de l'Aide à la jeunesse est porteur de nombreux espoirs, comme il suscite des crispations. Aux yeux de nombreux professionnels, son cinquième volet, qui concerne les faits qualifiés d'infractions et qui ne sera opération-

nel qu'au 1^{er} mai, souffre de lacunes qui entravent leurs pratiques. S'il insiste sur une application prioritaire des «offres restauratrices», il mentionne à peine la modification majeure qui leur est apportée: les parties pourront désormais les demander. «Cela illustre parfaitement le problème qui existe autour de ces dispositifs, et particulièrement de la CRG: peu de gens les connaissent et s'y intéressent», lance Philippe Gailly, intervenant psychosocial qui opère depuis 20 ans au sein du service liégeois ARPÈGE. Comme le personnel des autres SARE en 2006, ce criminologue de formation s'est vu imposer des CRG calquées sur un modèle flamand bien rodé. Convaincu du potentiel de cette prestation, il milite depuis pour son expansion.

Au-delà du traumatisme

Face à une justice focalisée sur l'auteur de l'infraction, les «offres restauratrices» améliorent progressivement le statut des victimes. «À part en se constituant "parties civiles" dans le cadre d'un éventuel jugement, les victimes sont trop souvent mises à l'écart dans le processus judiciaire. La justice restauratrice entend rétablir une égalité en termes de prise en compte des individus», s'enthousiasme Géraldine Bodart. De son côté, Philippe Gailly vante particulièrement la CRG, un «dispositif holistique» bénéfique pour le jeune comme pour la victime qui pourra «dédramatiser les faits en les humanisant». «Se rendre compte directement que les trois braqueurs de votre pharmacie sont des gamins de 15, 16 ans honteux de leurs actes, ça aide à surmonter l'épreuve. La CRG permet aussi aux victimes d'obtenir des informations

qui sont hors d'atteinte dans le contexte judiciaire.»

Un système à peaufiner

À l'approche du 1^{er} mai, les SARE élaborent une campagne d'information massive sur les «offres restauratrices» à destination des acteurs de première ligne, à savoir les commissariats, des services d'aide aux victimes et des services d'aide aux jeunes en milieu ouvert (AMO). De nombreux professionnels bataillent toujours pour corriger certaines pratiques discriminatoires qui ont la peau dure. À l'instar des jugements différenciés de mineurs délinquants issus de divers arrondissements judiciaires différents ou des discriminations linguistiques qui frappent les victimes soumises au régime de l'auteur en la matière. Enfin, alors que la juge bruxelloise de la jeunesse Hélène Stranart énonce «le cas symbolique» des victimes forcées de payer pour obtenir un double du jugement de leurs affaires, le projet de loi wallon comporte plusieurs incohérences. Il impose notamment la présence des avocats des signataires en cas d'accords établis lors d'offres restauratrices, une manœuvre synonyme de percée du judiciaire au sein d'une procédure dont il était absent. Dans l'espoir d'autres évolutions, les acteurs de terrain imaginent les offres restauratrices de demain, évoquant tantôt un système hybride de «médiation élargie» qui pourrait basculer d'une offre à l'autre, voire à «une obligation systématique d'y avoir recours». À Bruxelles, dans l'attente d'une ordonnance coincée au Conseil d'État, tout semble encore possible. 🌱



La clause de conscience comme arme anti-IVG

Ces dernières années, des groupes religieux tentent d'imposer un droit «général» ou «universel» à l'objection de conscience. Et de ce fait, contourner les lois auxquelles ils s'opposent. Cette généralisation de l'objection de conscience est particulièrement revendiquée en matière de droits sexuels et reproductifs.

Par Julie Papazoglou
Déléguee «Étude & Stratégie» - CAL/COM

Historiquement, le concept d'objection de conscience s'est développé essentiellement dans le cadre du service militaire obligatoire. Était considéré comme objecteur de conscience celui qui, refusant d'effectuer le service militaire, pouvait le remplacer par un service civil. En dévoyant le sens initial de l'objection de conscience et en l'assimilant au terme «clause de conscience», des mouvements, et en particulier l'Église catholique, visent non pas à la désobéissance civile face à un ordre considéré comme illégal ou à une obligation qu'ils estimeraient contraire à leur conviction, mais plutôt à entraver le choix et/ou l'accès de certaines catégories de personnes (les femmes, les homosexuels, les personnes atteintes de maladies graves) à des droits ou des pratiques pourtant légalement autorisées.

tion de ces refus est particulièrement préoccupante en Italie. Alors que la loi permet l'IVG, le recours à la clause de conscience est en effet passé de 59 % en 2005 à 70 % en 2011. Dans le Sud, ce sont plus de 80 % des gynécologues qui refusent de pratiquer des avortements. Le chiffre atteint 87 % en Sicile et même plus de 90 % dans la région de Rome. Ce qui pose évidemment problème pour les femmes en demande d'IVG¹, mais également pour les médecins pratiquant cette intervention, qui sont débordés. L'Italie a d'ailleurs été condamnée à deux reprises, en 2013 et en 2016, par le Comité des droits sociaux du Conseil de l'Europe pour défaut de garantir un droit effectif à l'avortement.

La loi et la déontologie face à l'IVG en Belgique

Le terme «clause de conscience» n'a pas de définition légale en Belgique. Il découle de la liberté de conscience et pourrait être défini comme la possibilité pour une personne de refuser de poser un acte qui serait contraire

¹ En octobre 2016, une jeune femme de 32 ans décède de septicémie dans un hôpital de Sicile. Enceinte de 19 semaines de jumeaux dont l'un était en souffrance respiratoire, elle s'est vue refuser l'avortement thérapeutique. Un cas similaire s'est déroulé en Irlande en 2012, provoquant un léger aménagement de la loi.

à sa conscience, pour des raisons morales ou religieuses.

Quant au Code de déontologie médicale, il précise qu'«hors le cas d'urgence et celui où il manquerait à ses devoirs d'humanité, un médecin a toujours le droit de refuser ses soins pour des raisons professionnelles ou personnelles»². Les articles 85 et 86 du même Code abordent particulièrement la clause de conscience en matière de sexualité et de contracep-

tion. Ils stipulent que si le médecin estime ne pas pouvoir faire abstraction de ses opinions personnelles, il doit le laisser apparaître clairement et donner la possibilité à son patient de recourir aux avis et recommandations d'autres confrères. Dans les cas de pathologies maternelles ou fœtales, le premier devoir du médecin est d'informer complètement la patiente. Le médecin peut envisager ou être sollicité pour réaliser une interruption de grossesse, notamment dans le cadre



² Article 28 du Code de déontologie médicale.

Militant.e.s, médecins et autres membres du corps médical mobilisés en septembre 2018 lors de la marche pour une dépénalisation complète de l'IVG.



de certaines dispositions légales. Dans tous les cas, le médecin est libre d'y prêter son concours. Il peut s'y refuser pour des motifs personnels. Mais l'autonomie de la personne, et s'il échoit du couple, doit être respectée. À cet effet, l'information complète et précise sur tous les aspects du problème médical et social ainsi que le consentement éclairé de la patiente doivent précéder toute décision médicale en ce domaine. L'interruption de grossesse doit se faire dans des institutions de soins disposant de l'infrastructure nécessaire pour que la sécurité et la continuité des soins soient garanties dans un environnement de soutien psychologique adéquat.

Le Code de déontologie médicale conditionne donc de manière précise la façon dont le médecin peut faire application de sa clause de conscience. Une obligation de trans-

parence et d'information complète vis-à-vis du patient est également imposée à celui-ci ainsi que le renvoi du patient vers d'autres confrères en cas de refus de procéder à l'intervention. Rappelons que tous les médecins doivent se conformer au Code sous peine de sanctions de l'ordre (avertissement, censure, réprimande, suspension du droit d'exercer l'art médical pendant un certain terme, radiation).

Un Code pénal moins contraignant

Pourtant, le libellé de la clause de conscience inscrit en 1990 dans la loi relative à l'interruption volontaire de grossesse est nettement moins contraignant et s'écarte donc de celui du Code de déontologie médicale. Fruit d'un compromis, l'article 350 du Code pénal se limite en effet à

indiquer qu'«aucun médecin, aucun infirmier ou infirmière, aucun auxiliaire médical n'est tenu de concourir à une interruption de grossesse. Le médecin sollicité est tenu d'informer l'intéressée, dès la première visite, de son refus d'intervention.» Nulle obligation ici de renvoyer le patient vers un confrère ou une consœur qui pratique l'intervention, ni de limiter la clause aux médecins qui pratiquent l'acte ou de l'interdire en cas d'urgence, ni d'informer le patient en toute transparence... Aujourd'hui, les médecins sont donc confrontés à deux textes qui divergent sur un sujet qui mériterait une définition et un champ d'application sans équivoque. D'autant que, selon la hiérarchie des normes, le texte de loi prime sur le Code de déontologie médicale.

Des entraves autorisées

Le libellé actuel ouvre donc la voie à des dérives, voire à des entraves volontaires. En effet, certains hôpitaux prévoient une clause de conscience pour toute l'institution hospitalière et conditionnent l'engagement des médecins au refus de pratiquer ce type d'intervention. À Malines par exemple, l'équipe de gestion du centre explique qu'ils ont fait le choix de ne pratiquer des IVG qu'en cas d'urgence médicale. Il en va de même aux CHU de Namur et de Dinant : les IVG n'y sont pas pratiquées. À l'accueil, les personnes en demande d'IVG sont priées de prendre contact avec un planning familial. Dans d'autres institutions, des médecins pratiquant des IVG relatent qu'ils sont régulièrement confrontés à des membres du personnel (infirmiers et infirmières, anesthésistes), qui refusent de poser les actes préalables mais nécessaires à l'IVG en invoquant leur clause de conscience. Quand ils ne sous-dosent pas les antidouleurs ou refusent l'occupation de lit.

On peut regretter que la Belgique n'ait pas adopté de texte visant à sanctionner le délit d'entrave. À cet égard, l'exemple français est d'ailleurs assez inspirant. La loi du 4 juillet 2001 relative à la contraception et à l'IVG prévoit l'impossibilité pour les chefs de service des établissements publics de santé de s'opposer à ce que des IVG soient pratiquées dans leur service. La clause de conscience ne peut donc pas être appliquée de manière collective.

Pour éviter de tels abus, des limites devraient être définies et respectées par tous les praticiens de la santé. De fait, l'interprétation extensive de ce recours à la clause de conscience dans la loi de 1990 ainsi que cette focalisation sur l'IVG démontrent qu'en Belgique, cet acte de santé publique est encore considéré avec suspicion, et que le droit à l'autodétermination des femmes reste soumis au jugement moral d'un tiers, fut-il médecin. Afin de garantir une application cohérente et balisée du recours à la clause de conscience, et pour éviter les contradictions entre les textes qui laissent libre cours à de possibles abus, il serait urgent et indispensable de supprimer la référence spécifique à la clause de conscience dans la loi relative à l'IVG. Le Code de déontologie médicale, qui en précise les modalités, suffit car il est d'application pour tous les actes médicaux, en ce compris l'IVG. ✿

Où va la laïcité ?

En Belgique, le mouvement laïque fête cette année ses 50 ans. Ce demi-siècle d'existence résultant d'une histoire plus ancienne, qui remonte aux Lumières et aux différentes philosophies politiques qui traversent nos pays depuis le XVIII^e siècle. Que sont devenues ces valeurs ? Sont-elles aujourd'hui obsolètes au cœur de nos sociétés multiculturelles ? Rien n'est moins sûr.

Par Giulio Ercolessi
Président de la Fédération Humaniste Européenne (FHE)

Il est fréquent d'entendre, aujourd'hui, que les arguments traditionnels de soutien à la laïcité ne seraient plus pertinents dans nos sociétés de plus en plus plurielles et diversifiées. La demande de «reconnaissance» des minorités nécessiterait – selon beaucoup – non seulement une mise à jour de l'application de ses principes, mais aussi un nouveau paradigme tout à fait différent et plus «inclusif». La laïcité est de plus en plus remise en question, à droite et même à gauche, au nom de «notre» identité, voire d'un multiculturalisme extrême.

Avant de répondre à ces hypothèses, il semble important de rappeler que l'objectif d'une organisation laïque reconnue par les pouvoirs publics ne vise pas seulement la protection des non-croyants, mais également les droits fondamentaux et l'égale dignité de tous les individus et de chaque minorité. En commençant par le droit de la minorité parmi les minorités, c'est-à-dire celle des hérétiques ou des *dissenters*, comme on les appelait à l'époque de la première reconnaissance de la laïcité organisée.

La lutte pour la séparation de l'Église et de l'État est le résultat convergent des efforts des libres penseurs, des philosophes immanentistes ou athées, des déistes, des libertins, ainsi que des dissidents religieux et des minorités persécutées. Dans nos sociétés plurielles actuelles, certains prétendent que le dialogue intercommunautaire est la seule clé possible de toute coexistence pacifique. Nous ne devrions jamais oublier que même la lutte pour la liberté de pensée et de religion fut, dès le départ, un combat contre l'uniformité forcée de la société. Le «mur de séparation» entre l'Église et l'État est une formule qui était déjà utilisée par Thomas Jefferson en 1802, dans une lettre à un dirigeant des baptistes américains. Pour beaucoup d'entre nous, cette séparation demeure plus que jamais l'outil le plus efficace pour protéger la liberté de pensée et de conscience de chaque individu et la coexistence pacifique dans nos sociétés intrinsèquement et irréversiblement plurielles. Et particulièrement pour protéger le libre développement de la personnalité individuelle des mineurs, citoyens et électeurs de demain, quelle



Journal satirique du début du XX^e siècle, « Le Rire » évoque la séparation de l'Église et de l'État.

que soit leur origine, leur famille ou leur communauté.

Un patrimoine commun ?

Thomas Jefferson est probablement un bon point de départ pour nous demander si les idées de séparation de

l'Église et de l'État, de laïcité, sont spécifiques à la tradition française – dont nous tous, les laïcs des pays de tradition catholique en Europe, sommes en grande partie tributaires – ou si l'on peut retrouver dans toute la tradition politique des Lumières – et dans sa progéniture libérale, radicale, républi-

L'époque des Lumières et ses philosophes eurent même une influence sur de nombreux penseurs religieux.

caine et socialiste – une origine et un patrimoine commun. Nul doute que ces idées ont été déclinées de manière très différente dans les diverses traditions politiques nationales. Et même dans le monde globalisé d'aujourd'hui (voire dans notre Europe), nous manquons désespérément d'un vocabulaire commun, ce qui est la source d'incessants malentendus.

À l'apogée de la fortune politique de Berlusconi en Italie, des intellectuels qui tentaient de prendre son inquiétante coalition au sérieux nous exhortaient à choisir entre «Paris ou Philadelphie», laissant ainsi entendre que le modèle américain de rapport à la religion serait davantage opposé au modèle français qu'il ne l'était aux régimes concordataires. Pourtant, l'innovant concept américain, pour l'époque, de séparation de l'Église et de l'État et le plus radical mais plus tardif modèle de séparation à la française de 1905, sont tous les deux des produits des Lumières. D'ailleurs, l'époque des Lumières et ses philosophes eurent même une influence sur de nombreux penseurs religieux. En fin de compte, en quelques décennies, les églises chrétiennes établies ou dominantes ont dû elles-mêmes s'adapter à notre civilisation politique contemporaine.

L'autre source de séparation de l'Église et de l'État est à chercher

du côté des minorités religieuses, certes minuscules mais influentes qui, depuis la *Great Rebellion* du XVII^e siècle en Angleterre, furent saisies par un doute insidieux mais puissant. La Réforme ayant détruit la structure hiérarchique de l'Église, sachant que les humains sont faillibles et pêcheurs, comment être certain que lorsque l'on persécute les hérétiques, ne sont pas également persécutés ceux qui auraient pu comprendre la vérité mieux que nous? Par conséquent, la tolérance n'est plus seulement une nécessité – les hérétiques étant parfois trop forts pour être écrasés – même aux yeux de certains chrétiens. Le principe de précaution doit être appliqué pour ne pas risquer de persécuter la vérité. Cette théologie faillibiliste minoritaire fut en effet l'un des ingrédients de la tolérance issue de la *Glorious Revolution*.

À côté de la laïcité, la démocratie libérale et les droits de l'homme puisent, de fait, leurs racines dans l'histoire politique et intellectuelle de nos pays. Les anciens Pays-Bas, l'Angleterre, les États-Unis et la France en constituent le berceau, mais ils ont aussi révélé leur capacité, au cours des trois derniers siècles de s'exporter, tout en étant parfois copiés, adaptés ou améliorés dans des environnements culturels et politiques très différents. À tel point que, jusqu'à récemment, pratiquement aucune force politique dans nos pays ne pouvait survivre sur une plateforme pleinement antilibérale: pour le moins, devaient-elles faire semblant de respecter certains principes de base, même lorsque leurs politiques les contredisaient ouvertement.

Raviver les valeurs

Aujourd'hui, la « politique de civilisation » est attaqué des deux côtés de l'Atlantique. Même ses principes fondamentaux ne sont plus acquis. Les valeurs constitutionnelles sont remises en question, la démocratie représentative, les droits de l'homme, le principe du *government by discussion* sont attaqués. La laïcité aussi. Nous sommes de mauvais communicants face aux populistes ! Mais l'affaiblissement de la culture politique de base, partout en Europe et en Amérique, n'est pas simplement une question de communication. C'est probablement surtout la perte de toute dimension diachronique qui amène beaucoup de nos concitoyens à croire que, quel que soit le comportement électoral adopté, la paix, les libertés individuelles, les droits de l'homme et le niveau de prospérité de base (aussi peu satisfaisant puisse-t-il être) dont nous jouissons depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ne sont pas en danger. Ils pensent qu'il s'agit du mode de vie « naturel » des humains, plutôt que d'une exception dans l'histoire de l'humanité.

Pour ce qui est de la laïcité en particulier, ce qui n'aide pas c'est proba-

blement l'encadrement idéologique français de ce concept qui lie la laïcité à une idée plutôt lourde et traditionnelle de la souveraineté nationale, davantage qu'à un moyen de garantir liberté et respect de chacun dans une société plurielle. Néanmoins, surtout face à la montée du fondamentalisme islamique, ce cadre idéologique de la laïcité peut faire croire qu'elle consisterait en un ensemble d'interdictions. D'autre part, la plupart des traitements juridiques spéciaux liés à l'appartenance à des communautés spécifiques impliquent des limitations de la liberté et des droits des individus que nous choisissons d'imputer à ces communautés. Comme au XVII^e siècle, les hérétiques, les libres penseurs, les dissidents – ou plus particulièrement aujourd'hui les apostats, les croyants modernistes, les femmes, les mineurs, les personnes LGBTQI – en assumeraient les coûts.

La difficile tâche qui est la nôtre aujourd'hui consiste à reconstruire la conscience des valeurs qui innervent le tissu de notre démocratie constitutionnelle et à remotiver leur raison d'être. Cela devant se faire en opposition à la tentative populiste de les remplacer par une « démocratie illibérale » ou par un modèle autoritaire alternatif qui promet prospérité sans liberté. La défense de la laïcité fait partie de notre premier devoir aujourd'hui : selon les mots du poète William Butler Yeats, notre but et notre devoir sont d'agir : *that civilisation may not sink*, pour « que la civilisation ne sombre pas ». 🌱

Les valeurs constitutionnelles sont remises en question, la démocratie représentative, les droits de l'homme, le principe du « government by discussion » sont attaqués. La laïcité aussi.

Sur les traces de Simone

Dans son premier ouvrage, «On ne naît pas soumise, on le devient», Manon Garcia décortique le concept de soumission féminine, qu'elle observe comme le pendant oublié de la domination masculine. Pour cette normalienne, spécialiste de philosophie féministe, le détour s'avère nécessaire, au-delà des tabous. Le but : l'émancipation.

Par Arthur Sente
Journaliste

Pourquoi est-il nécessaire de s'attarder sur le concept de soumission pour appréhender la question de la domination masculine et des inégalités de genre ?

Il me semble qu'il y a deux raisons. Il y en a une qui relève de la philosophie politique et qui consiste à dire que la façon dont on pense le pouvoir est incomplète. En gros, je pense que l'on mélange deux sens du concept de domination, que l'on utilise aussi bien pour décrire la relation que l'action du dominant. Or, il me semble que ce mélange sémantique occulte une réalité : pour qu'il y ait une relation de domination, il faut aussi que le dominé fasse quelque chose vis-à-vis du dominant, à part dans des cas extrêmes de domination par la force. Ensuite, quand on s'intéresse aux rapports de genre, ce qui est problématique, c'est qu'en ne parlant que de domination masculine, on adopte d'une certaine manière un point de vue masculin

sur ce qui se passe entre les hommes et les femmes. Et ce point de vue a pour conséquence que l'on pense les femmes comme complètement passives dans la domination masculine et qu'en fait on rejoue l'invisibilisation des femmes, au cœur de la domination masculine. Il y a donc à mon avis quelque chose de féministe à changer de perspective.

Vous nourrissez votre réflexion en invoquant *Le Deuxième Sexe* de Simone de Beauvoir. En quoi est-ce un outil efficace pour aborder la question ?

Une des thèses de mon livre, c'est en effet de dire que *Le Deuxième Sexe* nous permet de penser la soumission des femmes et qu'on peut lire ce livre comme un livre sur la soumission. Je ne pense pas que Beauvoir le voyait comme ça, mais c'est en tout cas la première à dire que la domination masculine sur les femmes induit pour elles de prendre un certain plaisir à cette situa-



Manon Garcia, «On ne naît pas soumise, on le devient», Paris, Flammarion, coll. «Climats», 2018, 272 pages.

tion d'infériorité. La féminité est construite d'une manière telle que l'infériorité et la soumission apparaissent comme un destin et que, par conséquent, il y existe même une forme de plaisir et de soulagement dans la soumission. Elle montre aussi que les femmes peuvent vivre l'expérience de la féminité comme

une soumission mais aussi celle de la tension entre l'appel de la liberté que traverse tout être humain et ce programme de soumission qui leur est proposé et imposé.

Le terme « délices de la soumission », que vous utilisez dans ce contexte, est volontairement provocant ?



© Claire Simon

Un premier essai réussi pour la philosophe Manon Garcia.

C'est sûr que c'est provocateur de parler de «délices de la soumission», une expression que Beauvoir utilise d'ailleurs telle quelle dans un passage du *Deuxième Sexe*, je crois. Mais je la mets en valeur justement parce que je pense que c'est s'attaquer à un point aveugle du raisonnement sur la domination masculine que de voir comment les préférences des femmes sont façonnées par les normes de genre, alors que beaucoup de gens mettent tout cela sur le compte de la nature, ce qui n'a rien à voir. Ces normes façonnent notre érotisme, notre plaisir, nos désirs... Pour comprendre pourquoi la domination masculine se perpétue, il faut aussi comprendre comment elle crée des complicités. Et une des façons de créer des complicités consiste à rendre très plaisante la participation à ce système. Mais dire qu'il y a des «délices de la soumission», c'est aussi affirmer que ce n'est pas irrationnel de se soumettre, car non seulement il y a des récompenses sociales (on est valorisé quand on joue le jeu de la féminité, qui est un jeu de la soumission), mais même sur le plan personnel, il y a une forme de soulagement et de plaisir à se dire qu'on est une femme bonne en faisant telle ou telle chose. J'utilise

C'est fondamental, pour appréhender la féminité, de comprendre que cette activité de la passivité est en fait la féminité en tant que norme sociale.

souvent l'exemple d'une étude de l'université de Chicago qui montre que dans les couples où il y avait initialement une égalité salariale entre le mari et la femme et où la femme se met tout d'un coup à gagner plus. Celle-ci va alors se mettre à faire considérablement plus de tâches ménagères. Il y a effectivement une forme de compensation vis-à-vis du compagnon, qui consiste à dire «je suis quand même une femme, ne t'inquiètes pas», mais on peut aussi penser qu'il s'agit d'une forme de compensation avec soi-même et de se dire «ce n'est pas parce que je gagne mieux ma vie que je ne suis plus une femme».

Curieux paradoxe que cette «passivité active» à laquelle vous faites référence...

Ce qui est fascinant et vraiment compliqué à penser dans le verbe «se soumettre», c'est justement que c'est une activité qui consiste à se rendre passif. Ça semble être oxymorique de dire «j'agis de telle sorte que je n'agisse pas». Mais je pense que c'est fondamental, pour appréhender la féminité, de comprendre que cette activité de la passivité est en fait la féminité en tant que norme sociale. Par exemple, dans les analyses beauvoiriennes du ménage, elle montre que le ménage, c'est lutter contre le négatif de sorte que tout reste pareil. C'est une activité qui permet de rester dans l'immobilité. Et la féminité, c'est ça aussi: par exemple, lutter contre le fait de grossir, c'est cultiver une immobilité et une passivité. Pourtant, cela demande énormément

de travail. On est familier de l'idée de double journée, selon laquelle les femmes font une première journée de travail et une deuxième à la maison. Mais il y a des sociologues qui parlent de triple journée, en expliquant qu'une partie du travail des femmes est de se rendre physiquement «femme»: se maquiller, s'épiler, mincir, faire du sport, etc.


Les femmes sont-elles les seules à subir les conséquences néfastes de cette soumission en tant que norme ?

Quelque chose qui me fascine, c'est que beaucoup d'hommes ne se sentent pas concernés par les questions de la soumission féminine ni par les questions générales de domination masculine. Y compris des hommes qui disent ne pas se comporter comme des dominants et qui aimeraient qu'on les laisse tranquilles. À cela, il y a deux réponses à apporter. La première, c'est évidemment de dire que même quand on ne se comporte pas comme dominant, on jouit tout de même d'un certain nombre de privilèges dans la société. Mais je pense par ailleurs que la façon dont la soumission est prescrite aux femmes a des conséquences énormes pour les hommes. L'un des cas les plus flagrants, c'est la façon dont sont construites les normes de l'amour dans la société et la différence entre la figure de la femme amoureuse et celle de l'homme amoureux. Pour la femme, on a l'impression que l'amour doit donner du sens à la vie et qu'en même temps, il est une forme de démission personnelle. La figure de la femme

amoureuse, c'est celle de l'attente, de l'abdication, du «tu es tout pour moi». Et pour les hommes, que ça soit cela le modèle amoureux hétérosexuel, est aussi compliqué. Je pense que l'on voit bien dans cette figure de l'amour comment la femme peut se comporter d'une manière à mettre l'homme dans une position de dominant alors même qu'il n'a parfois rien demandé.

En quoi votre réflexion autour la soumission vient-elle en appui de la cause féministe ?

Je suis convaincue, mais c'est en réalité une vieille idée féministe, que la prise de conscience est une dimension à part entière de l'émancipation et que ça n'en est pas seulement un préalable. Et je pense que le concept de soumission permet aux femmes de voir que nombre de comportements qu'elles pensaient idiosyncrasiques – par exemple le fait de se dire «j'aime bien faire le repassage, c'est mon truc» – relèvent en réalité d'une même dynamique: celle de la soumission, et pas de traits de caractère. S'en rendre compte ne suffit pas à l'émancipation totale, évidemment. Mais je pense que c'est une mauvaise question de se penser soit soumis, soit non soumis. Personne n'est non soumis et en particulier pas les femmes. Donc plutôt que de le penser en oui-non, il faut à mon avis penser la soumission en termes de degrés. Et là, il me semble évident et très fort de dire que cette prise de conscience atténue la soumission en elle-même. 🌸

- 
- 60** Irak : athéisme sous pression
64 Une momie encombrante
67 « L'austérité, ne fonctionne pas ! »



Irak : athéisme sous pression

Première personne à avoir reçu l'asile en Grèce en tant qu'athée, le militant irakien Karrar Hamza Al Asfoor a dû fuir son pays sous les menaces islamistes. Derrière cette histoire, un constat : Facebook est une arme à double tranchant. Et une question cruciale : comment « prouver » son athéisme sans la mémoire du web ?

Propos recueillis par Marc Soignet
Délégué «Europe & International» - CAL/COM

Comment êtes-vous devenu athée ?

Quand j'avais quatre ans, ma mère m'a raconté le périple du prophète Mahomet à travers l'univers sur un cheval ailé et j'ai ri face à l'absurdité du récit. Ma mère a eu peur : elle craignait la punition de Dieu pour ce manque de respect. Cela m'a fait très peur et j'ai commencé à pleurer. À cet âge déjà, j'avais compris que la religion était taboue et qu'il y avait des limites à ne pas dépasser, même si de nombreuses questions restaient sans réponses. Par exemple, pourquoi mon entourage était-il si sûr que le chemin vers le paradis était celui prescrit par l'Islam, alors qu'entre-temps, il y avait tant d'autres religions ? Ces personnes s'étaient-elles trompées ? Ne pensaient-elles pas la même chose de nous ? J'ai grandi dans une famille religieuse mais je ne pratiquais pas vraiment l'islam. En 2015, je suis tombé sur une page Facebook qui critiquait la religion. Tout de suite,

les questions de mon enfance sont revenues. J'ai commencé à examiner l'islam de manière critique, je suis devenu agnostique puis j'ai complètement abandonné la foi.

Quel a été l'impact sur votre vie sociale ?

La société irakienne est très patriarcale, religieuse et tribale. Vivre dans une telle société est épuisant, mais pour un non-croyant, c'est un cauchemar total. J'ai perdu ma vie sociale. J'ai passé le plus clair de mon temps dans ma chambre, seul, devant l'ordinateur. J'ai construit mon propre monde virtuel. J'ai ri, j'ai pleuré et je me suis fait des amis sur les réseaux sociaux. La plupart d'entre eux avaient de fausses identités parce qu'être ouvertement athée dans une société musulmane, c'est risquer la mort. Pour ma part, je ne pouvais pas rester dans l'ombre. J'ai décidé d'être actif avec ma vraie identité.



Blogueur, athée et esprit critique aiguisé : le cocktail type pour mettre sa vie en danger en Irak !

J'ai participé à plusieurs débats dans différents groupes Facebook. Je voulais contribuer à changer la société. Je suis devenu administrateur de quatre groupes. Certains publics, d'autres non. L'un des plus importants s'appelait «Le monde du féminisme et de l'athéisme». Il comptait près de 100 000 membres.

Comment cela fonctionne-t-il dans la pratique ?

Lorsque vous grandissez dans la société irakienne, il n'y a aucune place pour les questions ou les doutes. La religion vous entoure. Elle est partout. Perdre la foi est difficile et effrayant. Nous essayons d'attirer des gens dans ces groupes,

d'engager des débats et d'essayer de les convertir à l'athéisme. L'idée est d'essayer d'ouvrir les yeux d'un maximum de personnes afin qu'un jour nous puissions arriver à un État laïque. Bien sûr, ce n'est pas facile. Nous nous faisons souvent insulter. Dans ces cas, nous essayons la thérapie de choc : on blasphème puis on montre que rien ne se passe. La vengeance de Dieu ne vient pas...

Vous travaillez également sur les droits des femmes ?

La situation des femmes est horrible. Elles ont très peu de droits et de protection. Leurs pensées, leurs modes de vie, le choix de leurs vêtements ne leur appartiennent pas.

Beaucoup passent toute leur vie entre quatre murs. Elles sont soumises à la violence, au viol et à des crimes d'honneur. Le pire, c'est que la plupart du temps, en cas de violence il n'y a pas d'enquête criminelle ou médiatique, car le respect de l'honneur de la famille prime sous le régime tribal et religieux. La famille ne doit pas souffrir de honte publique. Ainsi, avec d'autres militants nous essayons d'aider autant de femmes que possible. Mais tout ce que nous parvenons à faire, c'est de la sensibilisation, car la situation dépasse totalement nos ressources.

Et puis, les menaces sont arrivées...

Au début, je ne les ai pas prises au sérieux, mais lorsque dans mon club de fitness trois hommes sont venus me menacer de mort, j'ai eu peur. L'un d'eux m'a averti: «Nous savons ce que tu fais sur Facebook. Supprime tes groupes et garde ton athéisme pour toi ou on va te couper en morceaux et te jeter aux chiens.» De nombreux athées sont persécutés. Certains d'entre eux sont chassés de chez eux, d'autres sont battus ou emprisonnés et d'autres encore sont tués. Mais on n'en parle pas à cause de la honte sociale pour la famille. Suite à cet incident, je suis rentré à la maison, j'avais extrême-

De nombreux athées sont persécutés. Mais on n'en parle pas à cause de la honte sociale pour la famille.

ment peur. Je n'ai pas dormi cette nuit-là car j'ai réalisé à quel point ma situation était injuste. Personne ne pouvait m'aider: même les autorités faisaient partie du système. Il n'y a pas d'État de droit dans mon pays. Tout est régi par des tribus et des milices islamiques. J'ai décidé de fuir.

Comment ça s'est passé ?

Je suis d'abord allé en Turquie, puis j'ai pris un bateau pour la Grèce. C'était une expérience terrible. Mais j'étais optimiste car je savais que je me dirigeais vers un pays de liberté où je pourrai dire ce que je veux sans être en danger. La procédure d'asile a été très complexe, mais j'ai reçu l'aide de nombreuses organisations dont la Fédération humaniste européenne. Ce qui m'a vraiment aidé, c'est que j'avais une preuve de mon athéisme grâce à mon activité sur les réseaux sociaux. Pour d'autres, cela est impossible car la plupart des athées en Irak gardent leurs croyances secrètes. Lorsque les autorités demandent des preuves, ils ne peuvent en fournir aucune.

Comment se passe votre vie en Grèce ? Êtes-vous toujours engagé ?

L'intégration est difficile. Je ne reçois que peu de soutien et je n'arrive pas à trouver d'emploi. Le logement, c'est compliqué. Sur l'île de Kos où je suis arrivé, je n'ai pas pu être hébergé dans le camp de réfugiés car il était rempli de musulmans et j'avais peur. Alors, je suis allé à l'hôtel. Maintenant, on me dit que,

comme je n'étais pas dans le camp, je ne peux pas m'inscrire pour un logement. Donc, pour le moment, je dépends de l'argent que ma famille m'envoie. Mais ils ne pourront pas me soutenir indéfiniment. Bien que la Grèce soit un pays assez religieux, la situation est incomparable avec le Moyen-Orient. À mon arrivée, l'association Kos Solidarity m'a offert la possibilité de faire un discours devant 80 personnes. C'était la toute première fois de ma vie que je critiquais l'islam en public. Ce fut un sentiment génial. Je ne peux vraiment pas le décrire. Le goût de la liberté est si différent de tout le reste. Après tout, je voulais juste parler, et ils m'ont donné la chance de le faire! Les gens supposent souvent que je suis musulman. Ils me préviennent que tel ou tel plat contient du porc. Mais quand je leur dis que je suis athée, ils comprennent. En fin de compte, il n'y a pas de différence : musulmans, chrétiens ou athées, nous sommes tous des êtres humains.

Les menaces de mort ont-elles cessé ?

J'en reçois encore. Elles ne viennent pas nécessairement d'Irak mais aussi d'Europe. Mais au moins, je ne suis plus dans le pays. Je vis dans un quartier où il y a beaucoup d'autres réfugiés. Nombreux sont musulmans, donc je dois exercer la plupart de mes activités en secret et continuer à me censurer dans mon environnement immédiat, malgré le fait d'être en Europe. Bien sûr, je continue à être actif sur Internet. Nous sommes toutefois confrontés à

Je dois faire la plupart de mes activités en secret et continuer à me censurer dans mon environnement immédiat, malgré le fait d'être en Europe.

un certain nombre de problèmes en ligne. Les islamistes emploient les règles de Facebook à leur avantage : la plupart de nos membres utilisent de fausses identités, ce qui n'est pas permis. Les islamistes signalent nos groupes ou comptes et Facebook les ferme. En outre, ils signalent également que nos propos contiennent des propos haineux ou nudistes, ce qui est absolument faux. Même si parfois – rarement cependant – des groupes sont rétablis, ce harcèlement est extrêmement épuisant. Cela entrave fortement notre activité alors que les islamistes, eux, ont tout : des sociétés de médias aux centaines de chaînes satellites et d'innombrables ressources financières. Nous avons contacté Facebook plusieurs fois dans le passé, mais sans succès. Les plaintes sont traitées régionalement par leur bureau à Dubaï, ce qui peut expliquer le succès de l'argumentation islamiste. Nous sommes une minorité opprimée et jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée, Facebook contribue à cette oppression. 🌿

Une momie encombrante

En Espagne, l'affaire de la momie du général Francisco Franco, véritable casse-tête pour le gouvernement espagnol, fait planer le spectre de l'ingérence de l'Église catholique sur l'État. Un choix épineux, dont l'impact sociétal n'est pas anodin.

Par Pablo Gutiérrez Toral
Membre d'Europa Laica (Espagne)

En Espagne, pouvoirs politique et religieux sont allés de pair pendant des siècles, se soutenant mutuellement pour contrôler une société catholique par vocation ou, plus récemment, par imposition. Depuis la restauration de la démocratie dans les années 1970, toutefois, la sécularisation de la société espagnole semble imparable, mais Franco fait office d'encombrant «cadavre dans le placard». Avant d'expliquer plus en détail ce vau-deville, il convient de faire un bref rappel des relations entre le régime de Franco et l'Église catholique, ainsi que de la construction du monument fasciste qui deviendra la tombe du dictateur.

Guerre civile, dictature et église catholique

L'Espagne proclame la Seconde République en 1931, mais 5 ans plus tard, un coup d'État militaire allait mener à une guerre civile sanglante (1936-1939). Malgré le slogan républicain *No pasarán* (ils ne passeront

pas), les rebelles fascistes prennent le pouvoir et instaurent une longue dictature sous l'oppression du général Franco. De nombreux ecclésiastiques encouragent ce coup d'État jusqu'à y participer. L'Église catholique devient un important soutien économique et moral, et le terme «croisade» commence à être utilisé pour désigner le soulèvement contre l'ordre constitutionnel. De nombreux prêtres sont d'abord impliqués dans la lutte armée, puis dans la répression exercée par le régime militaire. La complicité entre l'Église espagnole et Franco est totale : les prêtres de paroisse, par exemple, jouent un rôle clé en tant qu'informateurs, afin de mener à bien les purges et exécutions. L'Espagne regorge de fosses communes avec les corps des personnes assassinées pendant ce régime de terreur et d'oppression. Le *Valle de los Caídos* (littéralement la «vallée de ceux qui sont tombés», NDLR) est la plus grande de ces fosses, car on estime qu'elle dénombre 33 833 cadavres, dont plus de 12 000 dont l'identité est inconnue.

Construction et symbolique

Après avoir vaincu la guerre, le dictateur Franco ordonne la construction d'un immense mausolée près de Madrid afin d'honorer et d'enterrer «les héros et les martyrs de la croisade». L'ensemble, du *Valle de los Caídos* est dominé par une croix géante haute de 150 mètres et possède une immense crypte cruciforme de 262 mètres de long excavée sous la montagne. Tout est géré par l'Église catholique sous la forme d'une abbaye bénédictine. Des milliers de prisonniers républicains participent aux travaux, qui débutent en 1940. Du fait de la pénurie de main-d'œuvre, les accidents (parfois mortels) sont fréquents.

Lorsque les travaux touchent à leur fin, que la crypte est prête à être consacrée et commence à se remplir de cadavres, la dictature décide d'y transférer également des corps de victimes républicaines. Bien que la dictature ait tenté par là de démontrer un geste d'unité, de nombreux transferts sont opérés sans autorisation ni connaissance des familles. De plus, tout dans le monument invite à l'exaltation de l'idéologie franquiste ou «national-catholique», sans volonté affichée de réconciliation.

Le dernier chapitre de cette humiliation envers les victimes de la guerre est écrit en 1975, lorsque Franco meurt et est embaumé. Son



La tombe de Carmen Franco Polo, la fille du dictateur, située au sein de la crypte de la cathédrale Almudena, à Madrid.

Retirer la momie de Franco du monument: une alternative pour contribuer à le dépolitiser et épargner les familles des victimes.

successeur à la tête de l'État, le roi Juan Carlos I, décide alors d'inhumer la momie sur la place d'honneur, devant l'autel de l'église souterraine. Cela ne semblait pas prévu par Franco, car il avait préparé un caveau funéraire près de son palais à *El Pardo*, où son épouse sera inhumée en 1988. Avec la bénédiction de l'Église et sans opposition de la famille Franco, le dictateur sera donc enterré avec les victimes de son régime de terreur.

Une momie qui dérange

Après des années de réclamations, le futur de ce mausolée a été évoqué dans le cadre des actions liées à la loi sur la mémoire historique (2007), visant à reconnaître les victimes du franquisme. Bien que des familles aient alors réclamé le retour de leurs proches, des erreurs lors des enterrements ont souvent provoqué le mélange des os, rendant l'identification trop complexe. Il a aussi été proposé de retirer la momie de Franco du monument : une alternative pour contribuer à le dépolitiser et épargner les familles des victimes. Le congrès espagnol l'a finalement accepté en 2018, mais l'opération a rencontré de nombreux problèmes en raison de l'opposition de la famille

Franco et de l'ingérence de l'Église catholique. L'affaire est donc toujours pendante, dans l'attente de l'avis de la Cour suprême.

Il faut savoir que la stratégie juridique de la famille Franco repose sur des accords entre l'Espagne et le Saint-Siège (1979), selon lesquels les temples sont inviolables. Le supérieur de l'abbaye bénédictine refuse l'entrée au gouvernement et le Vatican insiste pour que celui-ci n'intervienne pas. Mais comme l'explique Antonio Gómez Movellán, président de l'association Europa Laica, «il est incroyable que le gouvernement espagnol ne puisse pas se débarrasser des restes du dernier dictateur fasciste en Europe». Selon lui, c'est l'État qui, en 1975, a pris en charge les dépouilles du dictateur et pourrait parfaitement entrer dans la basilique, retirer la momie et l'incinérer. Mais la stratégie du gouvernement semble se concentrer sur des négociations opaques avec une Église en position de force. La même institution qui prie toujours avec dévouement pour l'âme de Franco durant ces 40 ans de démocratie. En outre, la famille Franco avait fait part de son désir d'enterrer la momie dans la cathédrale catholique de Madrid. Le gouvernement est opposé à cette solution, mais les évêques espagnols avaient déclaré qu'ils ne pourraient pas l'empêcher. Europa Laica, avec d'autres associations, se bat maintenant pour empêcher ce stratagème qui deviendrait une nouvelle humiliation aux victimes de la dictature. Cette fois, Franco *no pasará!* 🌹

« L'austérité ne fonctionne pas ! »

On parle du « miracle portugais » pour évoquer l'époustouflante reprise économique du pays depuis quatre ans, alors que le Portugal était au bord du gouffre, à l'instar de la Grèce. L'emploi ayant beaucoup souffert de la crise économique et des mesures d'austérité imposées par l'Union européenne. De quoi inciter le réalisateur Pedro Pinho à produire un film sur le sujet de l'autogestion en entreprise ou comment des ouvriers reprennent leur futur en main. Un réalisateur engagé, qui nous livre son analyse sociopolitique, six mois avant les élections législatives portugaises, qui se tiendront en octobre prochain.

Propos recueillis par Sandra Evrard
Rédactrice en chef

Pourquoi avez-vous eu envie de faire le film *L'usine de rien* ? Est-ce lié au contexte de crise extrêmement fort que le Portugal a traversé ces dernières années ?

Nous étions en effet dans une situation de crise économique et sociale intense, depuis 2014. La question du travail était cruciale, puisqu'il y avait plus de 30 % de chômage. Nous avions donc tous, dans notre entourage, une personne touchée par ce problème, qui avait des répercussions directes sur tous les pans de notre vie. Nous ressentions aussi un énorme sentiment d'humiliation, les règles de restriction économique nous étant imposées de l'extérieur. Il n'y avait pas d'espace de discussion pour trouver une alternative plus équilibrée, d'où ce sentiment d'humiliation et de désarroi. Cela était d'autant plus difficile à accepter lorsqu'on entendait un ministre hol-

landais affirmer que « les pays du Sud dépensent tout leur argent dans l'alcool et les femmes »¹. Vous imaginez la tête de ma grand-mère en entendant cela ? C'est vraiment triste ! Je pense que ce sentiment d'impuissance est aussi lié au sentiment d'être orphelin, ce qui est peut-être dû au manque de processus narratif, tant dans les sphères politiques, que philosophiques, au cours du XX^e siècle. Nous nous sommes rendu compte que le capitalisme est caduc, mais nous n'avons pas d'autre modèle pour le remplacer. C'est l'un des grands problèmes actuels. Cependant, il s'agit du modèle qui a le plus de capacité d'adaptation.

Un personnage affirme en effet dans le film qu'il est possible d'envisager un capitalisme écologique, un capitalisme qui respecte le genre, mais pas un qui respecte l'égalité. Le monde est-il voué à être inégal ? Les choix

¹ Jeroen Dijsselbloem, le président de l'Eurogroupe – le conseil qui réunit les ministres des Finances des pays de la zone euro – s'est adressé aux pays du sud de l'UE dans un quotidien allemand : « Vous ne pouvez pas dépenser tout l'argent dans l'alcool et les femmes et ensuite demander de l'aide » (mars 2017).



Pedro Pinho, réalisateur du film « L'usine de rien », ou quand la fiction s'inspire de la réalité politique.

économiques récents du Portugal peuvent-ils démontrer le contraire ?

L'inégalité constitue la base du capitalisme. C'est un système qui permet d'obliger les gens à travailler, sans qu'ils ne le veuillent. Au Portugal, nous avons en effet senti un changement brutal, avec la nouvelle politique. Le chômage est redescendu à 6 %, c'est l'un des taux le plus bas depuis que le pays est redevenu une démocratie voici 40 ans. Cela influence non seulement notre économie, tout comme cela nous donne un sentiment de bien-être. Quand les gens sentent que les choses vont bien, une bonne dynamique s'installe. Cependant, 10 % du PIB² portugais

provient du tourisme, le pays est à la mode, mais l'on sait que ce genre de chose est volatile, que ça peut passer. Car nous continuons à être structurellement dépendants d'une série de contraintes extérieures.

Peut-on néanmoins parler d'un « miracle portugais » ? Comment cela s'est-il mis en place ?

Nous avons un gouvernement de gauche depuis les dernières élections, avec une coalition entre le parti socialiste et la gauche radicale. C'est la première fois que cette dernière accepte de prendre ses responsabilités dans un gouvernement, car elle est historiquement contre l'Union européenne

² En 2018, le Portugal affichait un déficit public de 0,7 % et il devrait être de 0,2 % en 2019 d'après les derniers chiffres fournis par le ministre portugais des Finances, Mario Centeno.

et l'OTAN, ce qui a toujours posé problème pour gouverner. Mais dans le cas présent, elle arrive quand même à imprimer son agenda, en allant par ailleurs dans le sens contraire des dictats européens. Et surprise des surprises: cela fonctionne beaucoup mieux que tout ce qui a été tenté les quatre dernières années! Nous avons pu prouver que les règles d'austérité ne fonctionnent pas. Cela entraîne même certains pays vers le populisme, et au Portugal, on va sûrement observer un réveil de la droite qui doit s'adapter pour retrouver des électeurs. Mais l'on peut craindre que cela n'aille pas dans le bon sens.

L'État social est-il tombé avec le mur de Berlin, comme l'affirme un penseur dans votre film ?


Depuis l'apparition de cette crise financière, nous avons pu observer que ce que nous pensions être normal et acquis: à savoir nos droits et libertés découlant de l'état social, la protection des plus faibles, les limites à l'exploitation de l'homme, pouvaient être oubliés. Nous avons commencé à nous demander si finalement, cette période n'était pas une exception, si ce n'était pas une fenêtre historique, qui allait se refermer. Cette exception, à quoi était-elle liée? Je pense que cela provient des révolutions du XIX^e siècle, des mouvements ouvriers qui sont devenus la principale force politique du début du XX^e siècle et qui ont réussi à s'installer face au capitalisme. Il y a eu beaucoup de luttes et de morts pour obtenir ces droits sociaux et on l'oublie, on croit que c'est tombé du ciel. Si l'on ajoute à cela le communisme et son exploi-

tation perverse par certains pays, on comprend que le capitalisme a dû trouver des arguments pour séduire, dans les années 1950 et s'opposer à l'hégémonie communiste. Mais peut-être que cela n'a plus de raison d'être avec la chute du mur de Berlin...

Dans le film, les ouvriers testent le processus d'autogestion de leur entreprise. Croyez-vous à l'intelligence collective, au fait que les citoyens peuvent changer les choses ?

Dans le processus d'autogestion, ce qui est intéressant, c'est d'expérimenter, d'interroger, il n'y a pas de réponse figée. Dans le film, au plus le groupe fonctionne de manière horizontale, au plus chaque individu va se renforcer, prendre sa place et retrouver sa confiance, pour aboutir à un projet collectif. La collaboration est évidemment très importante. Tout comme les mouvements contestataires tels ceux des gilets jaunes. Même si je ne suis personnellement pas certain que cela puisse aboutir à une transformation totale du système.

Que penser du côté insurrectionnel, de la violence qui accompagne parfois ces mouvements ?

La violence fait partie de tout processus historique. Mais elle existe surtout quand elle est rendue visible par un groupe de personnes, puisque l'on voit moins, par exemple, la violence d'État. Certainement parce que personne ne dit rien. Pour lutter contre le *statu quo*, souvent, la violence latente explose. Il faut arrêter de croire à une solution salvatrice. 

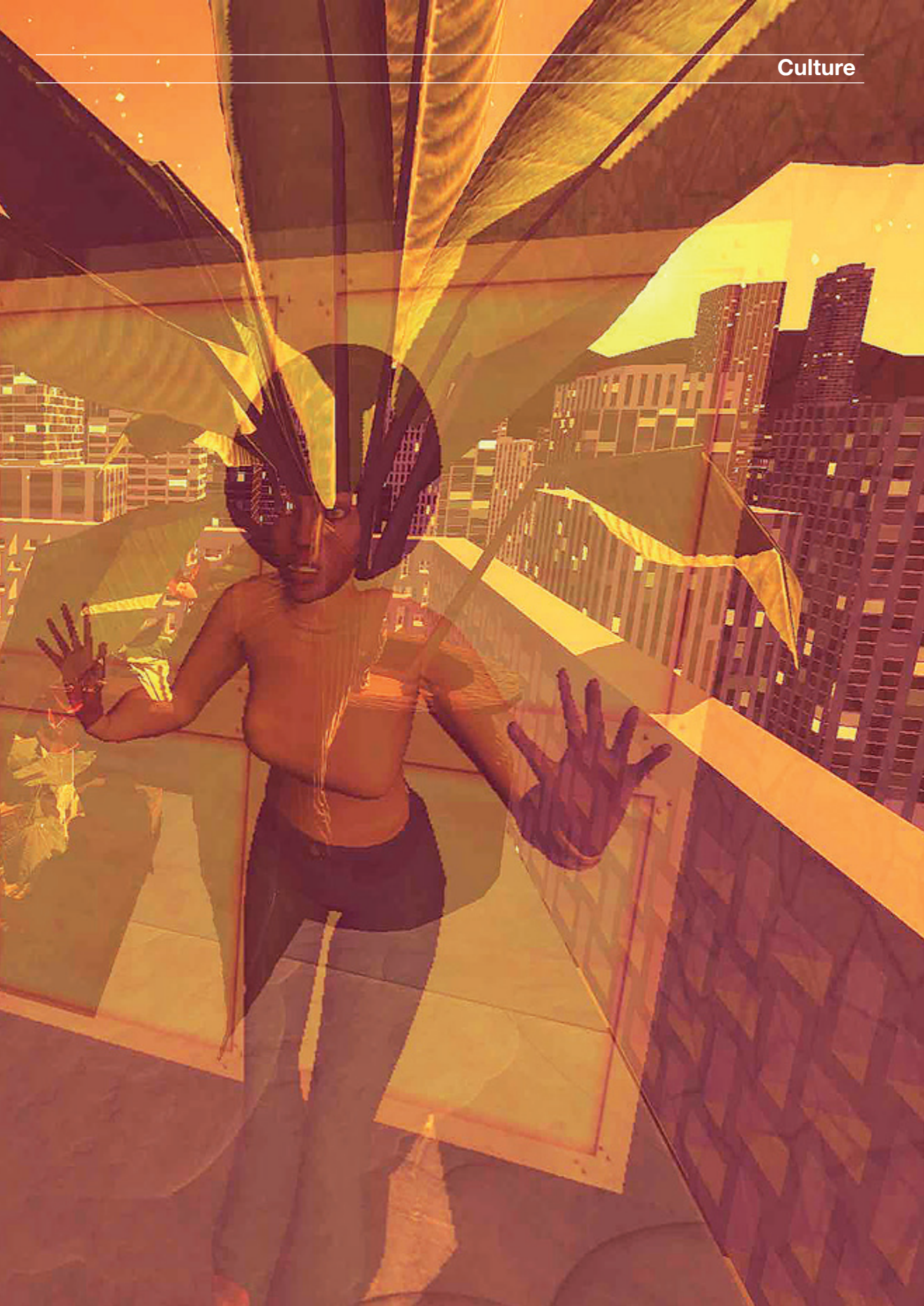


«L'usine de rien»
Comédie dramatique de Pedro
Pinho (Collectif
Terratrema)
PT • 2017 • 177'
Au cinéma Nova
(Bruxelles) > 03.03

72 Le jeu vidéo, outil de citoyenneté

74 Aux sources de la haine

76 Artistes fatales



Le jeu vidéo, outil de citoyenneté

Au-delà de son aspect ludique et industriel, le jeu vidéo peut se muer en outil de réflexion engagé. L'expo interactive qui se tient actuellement à l'ISELP redéfinit son rôle et permet au visiteur d'exprimer son opinion par rapport aux enjeux sociétaux et politiques actuels. On est loin, bien loin des « wargames ».

Par Catherine Callico
Journaliste

Le jeu vidéo reste lié à certains clichés tenaces, par rapport à son contenu, à ses missions, au profil des joueurs... Tandis que son rôle culturel et pédagogique, pourtant bien ancré dans la pratique, demeure parfois sous-évalué. C'est ce que Julien Annart, spécialiste en la matière, rédacteur et détaché pédagogique auprès de la For'J (Fédération de maisons de jeunes et organisation de jeunesse) a voulu mettre en avant dans l'exposition et le programme de cours, de conférences et de rencontres autour de ce médium organisé par l'Institut supérieur pour l'étude du langage plastique.

Même si elle s'est opérée plus tardivement chez nous que dans les pays anglo-saxons, cette évolution est marquée par davantage de thématiques engagées, tous types de jeux vidéo confondus, qui émanent de petites structures indépendantes ou de machines commerciales. « Depuis la fin des années 1990, on observe entre autres le développement des *serious games*, aux visées pédagogiques,

réflexives, voire politiques », pointe Julien Annart. « Les *blockbusters* sont également concernés par ce mouvement de prise de position : depuis 4 ou 5 ans, une guerre culturelle s'est développée via les réseaux sociaux, liée au manque de personnages féminins ou à la représentation de certains groupes ethniques. Des figures sont nées de ces débats en ligne focalisés sur les minorités. De même, la controverse a généré une coupure au sein de la communauté des joueurs, une radicalisation des points de vue entre la droite et la gauche. » Comme dans la vie réelle, donc.

Le citoyen aux manettes

Mais le jeu vidéo permet également au public d'influer virtuellement sur la réalité. C'est le cas au travers des 18 jeux exposés à l'ISELP, que tout un chacun est invité à expérimenter via tablettes, ordinateurs ou smartphones. Coréalisée par le Goethe-Institut et le ZKM/Zentrum für Kunst und Medien Karlsruhe, l'exposition « Games and Politics » a été présen-



« Games and Politics »

Exposition interactive

À l'ISELP (Bruxelles)

> 23/02

www.iselp.be

tée dans une quinzaine de pays avant d'investir les murs de l'ISELP: «Il s'agit d'un espace d'art contemporain et de recherche. L'idée est de montrer qu'aujourd'hui le jeu vidéo est devenu un outil qui propose des points de vue sur des thèmes d'actualité, via une esthétique artistique. Or il est rarement abordé par les institutions et sa dimension ludique l'empêche souvent d'accéder au statut artistique. C'est également un outil d'éducation très puissant: quand vous jouez, vous êtes mis en situation», souligne Julien Annart.

Création indépendante et engagée

Six thématiques politiques sont ici proposées: les migrations, les médias, la guerre, l'opinion publique, le pouvoir et l'identité sexuelle. Au travers de jeux (*newsgames* et *serious games*) de référence, développés ces 15 dernières années par des créateurs et collectifs indépendants. Dans *Papers, Please* de Lucas Pope (USA, 2013), le citoyen est recruté par l'État fictif d'Arstotzka comme douanier, avec la difficile mission de donner ou de refuser le visa d'entrée aux migrants. Le joueur devient rédacteur en chef dans *The Westport Independent* (Coffee Stain Studios, Suède, 2016) et confronté au dilemme de l'autocensure ou du soutien aux opposants à la dictature en place, tandis que *Phone Story* (Molleindustria, USA, 2011) dénonce avec ironie les travers du capitalisme, via les étapes de fabrication du smartphone. Il y est question de motiver les enfants congolais à extraire le coltan de mines insalubres, d'empêcher de se suicider les employés des usines d'électronique



© Peter Brinson & Kurosh ValaNejad

taiwanaises qui tentent de se jeter du toit du bâtiment... Le jeu, retiré de la plateforme de vente d'Apple, est désormais disponible sur Android. Ses bénéfices sont reversés aux familles des suicidés de Foxconn. La question des genres anime le jeu autobiographique *Dys4ia* (USA, 2012). Son auteure Anna Anthropy y relate les différents stades du traitement hormonal qu'elle a suivi avant de changer de sexe. L'artiste défend aussi l'utilisation pour tous d'outils créatifs simples et gratuits comme *GameMaker*. Une alternative à l'approche des créateurs de jeux vidéo habituellement «jeunes, masculins, hétérosexuels et blancs», qu'elle développe dans son livre *Rise of the Videogame Zinesters*.

En marge de l'exposition, Julien Annart propose aussi une histoire du jeu vidéo en six séances à l'ISELP – qui casse encore les stéréotypes – et parallèlement, conçu dans le cadre d'un partenariat entre For'J et Quai10, un manuel à l'usage du milieu éducatif pour une approche complète de l'outil/jeu vidéo participatif¹. Alors, on se fait une petite partie et on change de point de vue ? ♣

Dans « *The Cat and the Coup* », vous êtes le chat ou le 1^{er} Premier ministre élu démocratiquement en Iran.

1 « Jeux vidéo et éducation » à télécharger sur www.quai10.be.

Aux sources de la haine

Roman jeunesse sur les violences policières américaines envers la communauté noire, «The Hate U Give» a valu à son auteure Angie Thomas un succès foudroyant aux États-Unis. Un récit que l'on découvre maintenant aussi au cinéma grâce à une adaptation très forte.

Par Frédéric Vandecasserie
Journaliste

On a lu et entendu leurs noms des dizaines de fois. On a été choqué, révolté, écoeuré face à ces images inqualifiables. Michael Brown, Trayvon Martin, Eric Garner, Freddie Gray, Laquan McDonald... Chaque année, la liste s'allonge et nourrit le combat du mouvement *Black Lives Matter*. Mais qu'a-t-on retenu de ces victimes des violences policières aux États-Unis ? De leur vie, de la peine de leurs proches ? Pas grand-chose, certainement.

Heureusement, ils renaissent à travers les personnages de *The Hate U Give*, un roman sorti en français sous le titre *La Haine qu'on donne* au printemps dernier. Suivi du film qui, sans jamais parler d'eux précisément, redonne une réalité à tous ces morts, ainsi qu'une place d'individus et plus seulement de victimes, avec leur passé, leur existence.

défavorisé, marqué par la guerre des gangs, où, au restaurant, caissiers et clients sont séparés par une vitre pare-balles. À 12 ans, quand les familles blanches s'en tiennent à un topo sur les relations sexuelles, elle a droit à un speech paternel sur le comportement à adopter lors d'un contrôle de police : «Tu fais tout ce qu'ils te disent de faire. Garde tes mains en évidence. Ne fais pas de mouvement brusque. Ne parle que si on te pose une question.»

Un soir, alors qu'elle rentre d'une fête en voiture avec son ami d'enfance Khalil, noir lui aussi, un policier blanc les arrête, pour un phare cassé. Panique à bord. Starr a reçu le mode d'emploi, mais Khalil se tiendra-t-il bien sagement, les mains en évidence ? Le garçon s'agite. Moins docile que son amie, il finit au sol dans un bain de sang. Tout à coup, Starr bascule. Des hommes noirs tués par des policiers blancs, il y en a eu d'autres. Mais s'indigner de ces faits divers derrière son écran, à coup



À voir

«The Hate U Give»
Drame de George Tillman Jr.
USA • 2018 • 133'
En salles dès le 23.01

Le deuil, puis l'embrasement...

Starr est noire. L'adolescente de 16 ans, fan du *Prince de Bel-Air* et de baskets, habite dans un quartier

de hashtags qui n'engagent à rien, et voir son ami tomber sous ses yeux sont deux choses radicalement différentes. Il y a le choc et le deuil, évidemment. Starr le sait, cette histoire va la dépasser. Elle va devoir affronter l'embrasement du quartier, les messages de soutien sur les réseaux sociaux et, pire, la confrontation avec la police, dans un système où le blanc gagne toujours à la fin.

«L'industrie du livre est raciste!»

«Je tenais à écrire du point de vue d'une fille noire parce qu'on se foca-

lise très souvent sur les garçons noirs», explique l'auteure du livre original, Angie Thomas, elle-même afro-américaine. «Mais les filles noires sont, elles aussi, victimes de violences policières, c'est juste que ça ne fait pas la Une. Beaucoup de jeunes, en particulier de jeunes Noirs, me remercient pour ce récit. Parce qu'il est un miroir d'eux-mêmes. Beaucoup m'ont aussi confié que c'était le premier livre qu'ils lisaient, c'est génial», se félicite celle qui ne manque pas de souligner, lors des interviews, que les enfants ont plus de chances de trouver des livres dont le personnage principal est un camion ou un animal, qu'un enfant noir.

«Depuis des décennies, l'industrie du livre affirme que les livres avec des personnages noirs ne se vendent pas et que les enfants noirs ne lisent pas. C'est un système raciste, tout simplement», regrette l'écrivaine. Qui, sans surprise tant on ressort chamboulé du film de *The Hate U Give*, a su séduire au-delà des jeunes Afro-Américains: «Beaucoup d'adultes m'ont dit que ça leur avait ouvert les yeux et fait changer de point de vue. J'ai même rencontré des adultes dont les parents sont suprémacistes. Ça les a aidés à voir les Noirs d'une tout autre façon, et c'est incroyable pour moi. Le cinéma étant, de nature, plus grand public, j'espère que *The Hate U Give* va ratisser encore plus large. Parce que les films pour la jeunesse doivent aussi servir la cause.» 📖



À lire

Angie Thomas,
«La Haine qu'on donne», Paris,
Nathan Jeunesse,
2018, 494 pages.



Artistes fatales

Dans son nouvel opus, « Les femmes artistes sont dangereuses », la journaliste et historienne Laure Adler dresse le portrait d'une cinquantaine de créatrices, le plus souvent oubliées par l'histoire de l'art. Une stupéfiante galerie, conçue comme la preuve ultime que le génie n'a pas de sexe.

Par Julie Luong
Journaliste

Dans son œuvre *Guerrilla Girls. Do women have to be naked to get into the Met.Museum* (1989), l'artiste Cindy Sherman posait ce constat: seuls 4% des artistes exposés au Metropolitan Museum of Art de New York sont des femmes alors que 76% des nus, sont des nus féminins. C'est qu'en tant que muse, en tant qu'inspiration, en tant que sujet, en tant qu'allégorie même de la beauté, la femme est omniprésente dans l'histoire de l'art. Il en va tout autrement lorsqu'on considère sa place en tant que productrice. Non que la peinture soit pour les femmes une lubie récente qui leur serait venue – entre autres prétentions – avec le droit de vote: le désir de créer un monde *ex nihilo* semble au contraire leur être présent depuis la nuit des temps, n'en déplaise à la sempiternelle partition réputée naturelle entre l'homme créateur et la femme procréatrice. «Selon Plinie l'Ancien, c'est une femme peintre qui eut l'idée pour la première fois de peindre sur un mur», rappelle Laure Adler.

sûrement notre médiocre connaissance des femmes créatrices. Il aura parfois fallu des siècles et souvent quelques hasards pour que la majorité d'entre elles soient redécouvertes. Tel est le cas d'Artemisia Gentileschi (1593-1652), peintre de l'école caravagesque qui fut appelée auprès de toutes les cours européennes et qui ouvrit son propre atelier de formation à Naples, mais qui n'entra dans l'histoire qu'au début du XX^e siècle. Citons encore Paula Modersohn-Becker (1876-1907), inconnue du grand public jusqu'à ce que l'écrivaine Marie Darrieussecq ne s'y intéresse (*Être ici est une splendeur*, POL, 2016). De même que la grande artiste portugaise Paula Rego, née en 1935 et à laquelle le musée de l'Orangerie vient de consacrer en France une première rétrospective.

Pour autant, il serait trompeur de mettre la faible représentation des femmes dans l'histoire de l'art sur le seul compte d'un syndrome amnésique. Si elles sont minoritaires, c'est aussi parce qu'elles durent affronter de tout temps des obs-



Laure Adler et Camille Viéville, « Les femmes artistes sont dangereuses », Paris, Flammarion, coll. « Les femmes qui... », 2018, 144 pages.

Grandes oubliées

La mise aux oubliettes réitérée de leurs productions éclaire bien plus

tacles majeurs, davantage encore que leurs sœurs écrivaines, auxquelles Laure Adler avait consacré un précédent ouvrage, *Les femmes qui écrivent sont dangereuses*. C'est que peindre ne nécessite pas seulement, comme le préconisait Virginia Woolf à propos de l'écriture, «une chambre à soi», mais aussi un atelier, des couleurs, des pinceaux, des modèles. De ces conditions matérielles comme de l'apprentissage des techniques, les femmes furent méthodiquement tenues éloignées. «Il faudra attendre 1897 pour que des femmes puissent s'inscrire à l'École des beaux-arts de Paris, mais à des horaires particuliers, sans être autorisées à suivre tous les cours, et sans rencontrer d'hommes», rappelle Laure Adler.

Derrière le père et l'amant

Longtemps, la condition *sine qua non* pour créer fut donc de côtoyer intimement un homme – père, mari ou amant –, lui-même artiste et disposé à partager son savoir-faire, voire à dispenser des encouragements. Mais pour créer une œuvre autonome, au-delà du couple qui lui servit parfois de matrice, toute artiste femme aura dû en passer par une épreuve de force consistant à briser ce que Virginia Woolf – toujours elle – appelle «le pouvoir hypnotique de la domination». «L'idée même d'être artiste, d'y prétendre, de vouloir représenter sa propre vision du monde, de savoir qu'on en est capable, suppose déjà une force morale et psychique considérable. [...] Et la femme qui crée, le plus



Née en 1876, Paula Modersohn-Becker (ici en autoportrait) aura dû attendre 140 ans pour se faire connaître.

souvent en solitaire, sans soutien d'aucune sorte, dans l'exclusion de la communauté qui ne lui donne pas droit à cette forme d'accomplissement, est donc perçue comme une exception, une anomalie, comme un monstre, bien plus souvent que comme un génie.» Une telle liberté souveraine, un tel courage forcené ne peuvent que toucher au cœur nos sensibilités contemporaines – par-delà le genre et jusqu'au danger. 🌹

Mertens, témoin de son temps

Davantage qu'une biographie de Pierre Mertens – projet par ailleurs audacieux vu qu'il s'agit d'un auteur vivant –, cet ouvrage de près 500 pages nous renvoie à 50 ans d'histoire, personnelle, relationnelle, politique, judiciaire et surtout, bien entendu, littéraire. Par ailleurs lui-même chroniqueur de haut vol, Pierre Mertens a joué le jeu: celui d'un «sujet» de recherches qui ont duré sept ans. Le résultat est ébouriffant, à l'image de l'écrivain. Rebondissements politiques, amitiés littéraires, ruptures sentimentales: le cours du récit suit l'imaginaire flamboyant de Mertens qui, sans le gruger, entraîne l'auteur sur des chemins qui traversent l'histoire de la pensée et de la Belgique. Juriste, observateur judiciaire des conflits et drames dès le début des années 1960, Pierre Mertens surgit au long des pages comme un écrivain terriblement engagé, une espèce plutôt rare dans nos contrées. Enfant de la guerre, nourri à



l'inépuisable référence de Franz Kafka, les pas de Mertens nous confrontent aux impasses de notre curieux pays. «Ce pays qui ne s'aime plus», comme il l'a croqué en 2007 dans le titre d'un de ses célèbres articles publié dans *Le Monde*. Il sous-titrait, lucide: «La Belgique est menacée d'une crise mortelle. Mais il est encore temps de renoncer à l'intolérance.» Cette pensée audacieuse, provocatrice s'est frottée à des personnalités aussi diverses que la princesse de Réthy, sur les traces de la question devenue *Une paix royale*, qui lui valut un procès avec le Palais/het Paleis; ou par Berlin interposé, dans le sillage de Gottfried Benn, dont il tire *Les Éblouissements* couronné par le prix Médicis. Pourfendeur des dérives de la pensée, bien avant que leurs effets ne se fassent sentir, il taxe le patron de la N-VA de «leader résolument nég-

La caricole et l'autruche

T.D., jeune Guinéenne incarcérée au centre de transit Caricole, raconte son parcours migratoire: l'arrivée en Belgique, la demande d'asile, le refus, l'irrégularité, l'arrestation et l'attente de l'expulsion. Elle n'a plus de visage, plus de voix non plus: les sous-titres parlent pour elle. Et les images dansent telle une ballerine devant les hautes grilles du centre fermé inauguré en mai dernier près de Zaventem. Dans la vidéo du même nom que le bâtiment en forme de spirale, l'artiste-plasticien Michel Lorand fait surgir de manière paradoxale une création inattendue selon le procédé de la disparition, véritable force de l'oubli, qui lui est propre et familier. Un procédé qui colle à la dure réalité des milliers de sans-papiers qui vivent en Europe. Et de T.D., a fortiori, «disparue» derrières les murs de son centre. Apparitions dues à la contingence rendues possibles par *Caricole*, une expo et un livre, tous deux consacrés à ces «invisibles» des temps modernes dressent elles aussi «le constat d'échec

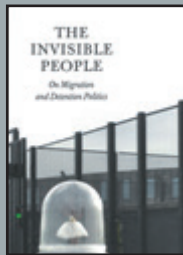
d'une gestion apaisée et fluide des déplacements de population dans le monde» et «témoigne de l'aveuglement et de l'immobilisme de nos politiques européennes». Le corpus qui en rend compte – films, photos, interviews, documents, livres, débats – est dramatiquement riche. Le livre, qui n'est pas le catalogue régulièrement associé à une expo, rassemble quant à lui les compte-rendu d'entretiens de personnalités-clés telles que François De Smet, directeur de Myria et auteur de *La marche des ombres* (Liberté j'écris ton nom, 2015), Pierre-Arnaud Perroudy, directeur de la Ligue des droits humains, ou encore Claire Rodier, directrice du Groupe d'information et de soutien des

tionniste». De Wever l'assigne en justice, mais le procès n'aura pas lieu. Pierre Mertens n'a pas froid aux yeux, qu'il a si bleus. Des yeux d'enfant rieur qui ont croisé tant d'autres regards pénétrants: Michel Leiris, Roger Lallemand, Robbe-Grillet, Régis Debray, Milan Kundera... L'incroyable biographie de Jean-Pierre Orban nous offre de les rencontrer à notre tour, avec une absolue maîtrise du genre. Le foisonnement était tel qu'un site complète l'ouvrage avec des références et détails additionnels trop volumineux pour l'édition papier sous le titre *Pierre Mertens et le ruban de Moëbius*; ce fameux ruban à une seule face qui orne le séminaire de Lacan sur *L'Angoisse*, sans laquelle pas de littérature. (sl)



Jean-Pierre Orban, «Pierre Mertens. Le Siècle pour mémoire», Les impressions nouvelles, 2018, 444 pages.
Prix: 24 euros

immigrés et co-fondatrice du réseau euro-africain Migreurop. Une parole plurielle nous permet de confirmer l'existence d'une justice migratoire et de politiques réalistes, justes et humaines qui respectent le droit fondamental de tout être humain à la libre circulation. (ad)



Michel Lorand, «The Invisible People. On Migration and Detention Politics», Bruxelles, Cinematek, 2018, 128 pages.
Exposition à voir jusqu'au 17.02.19 à la Cinematek (Bruxelles)

Mémoire et transmission de la (dé)colonisation


Notre monde a été largement façonné par des siècles de colonisation ainsi que par les mouvements de décolonisation menés dans la seconde moitié du XX^e siècle. On ne peut raisonnablement faire l'économie de cette histoire pour le cerner dans ses réalités politiques, économiques et culturelles actuelles. Si, en Belgique, la période coloniale a pris fin en 1960, beaucoup de personnes en ressentent encore aujourd'hui les effets. Bien qu'un processus de décolonisation soit historiquement achevé, il est loin d'être accompli dans les mentalités. La prégnance des stéréotypes et des clichés de l'époque coloniale au sein de la population est malheureusement encore patente. Un héritage palpable au quotidien! Le présent ouvrage apporte une contribution intéressante aux débats. Il constitue le prolongement de la réflexion d'une dizaine de participants, non spécialistes, à un atelier organisé sur l'« Actualité de la (dé)colonisation » en 2016 par plusieurs associations liégeoises. Il entend exposer l'expérience de pensée déroulée par ce groupe au fil de ses quatre séances. De nombreuses questions y sont abordées, notamment l'imprégnation de nos représentations par une histoire dont nous n'avons pour la plupart pas été acteurs et qui nous fut d'abord transmise, largement imprégnée de propagande et dont les certitudes se sont lézardées au fil du temps, confrontées à de plus en plus d'écrits les remettant en cause. Mais force est de constater que ce n'est qu'aujourd'hui qu'on parvient à jeter un regard réellement critique sur notre passé colonial. Savoir qui dit l'histoire est donc crucial. Au-delà de la promotion actuelle d'une version de l'histoire décrivant le plus fidèlement les processus de colonisation et de décolonisation, faire place aux historiens émanant des pays colonisés, à d'autres récits, est donc devenu plus que jamais essentiel. (ac)



«Actualité de la (dé)colonisation. Enquête sur l'héritage colonial», un collectif temporaire, Liège, Les Territoires de la Mémoire, coll. «À refaire», 153 pages. Prix: 7 euros

Le temps des assassins

Par Véronique Bergen
Écrivaine et philosophe




« Mon Européenne c'est pas la Bruxelles
Mon Européenne c'est pas Genève
C'est pas la thune tu marches ou crèves
Tu sais moi mon Européenne
Elle a pas vraiment de frontières
Son corps c'est la planète entière [...]
Elle est keupon rat sur l'épaule
Elle est tatouage de la taule
Elle est accordéon sanglot
Elle est accorde-moi un tango
Elle est destin des origines
Elle est racine gréco-latine
Elle est contre l'union bancaire
Elle est mes révolutionnaires »,
chante Damien Saez.

2020, l'odyssée de l'espace flirte avec un trou noir. Des fœlns, des vortex galactiques s'approchent de la planète Terre. Voilà deux ans que le vaisseau spatial erre, enregistrant la vie du corps céleste apparu il y a quatre milliards et demi d'années. Alors qu'ils prospéraient depuis des millions d'années, une extinction massive menace les systèmes biotiques. Apparue il y a 480 millions d'années les plantes, 400 millions d'années les insectes, 220 millions d'années les mammifères, 60 millions d'années les primates, 7 millions d'années l'homme. Diagnostic: anéantissement de la biodiversité, de la faune, de la flore en moins d'un demi-siècle, 60 % du monde animal assassiné, un quart de la population

mondiale menacée par la sécheresse, la crise climatique.

Le vaisseau tangué, la précision des images capturées glace d'effroi. Le dictateur yankee, le tyran brésilien, les vagues brunes en Europe jouent à la roulette russe avec le monde. Zoom avant, Masai chassés de leurs terres au profit de chasseurs putrides, Amérindiens résistant aux lobbies, forêt amazonienne se soulevant contre le climato-négationniste dément. Lueur d'espérance: du Nord au Sud, des opposants au désastre construisent des contre-feux, s'emparent de forêts, d'océans, de villes, expulsant les oligarques. Focus sur la Grèce: le peuple a reconquis ses îles, son patrimoine, sa liberté. Focus sur l'Afrique: les nouveaux colons, les braconniers des êtres et des âmes, les pilleurs plient bagage, la colère salvatrice gronde. Venu des étoiles, un chant percute le vaisseau. « Rassemblons fervemment cette promesse surhumaine faite à notre corps et à notre âme créés: cette promesse, cette démente! L'élégance, la science, la violence! [...] Nous avons foi au poison. Nous savons donner notre vie tout entière tous les jours. Voici le temps des assassins. » Le poème de Rimbaud tourne au-dessus de la Terre. 🌱



Les Pompes Funèbres Générales de Belgique

s.a. **Tielemans**

Maison fondée en 1875

**Funérailles civiles
de toutes classes et crémation**

Chaussée d'Alseberg 19 - 1060 Bruxelles

Tél. 02 537 05 64

Direction: Michèle et Jacques Delrieu-Raulier

Funérailles Wyns

Transferts,
Funérailles, Créations,
Assurances décès,
Contrats personnalisés

24h/24h

Tél: 02 538 15 60
GSM: 0477 28 76 26

Rue aux Laines 89
1000 Bruxelles
(près de St Pierre & Bordet)

Contact: Dominique Peeren



**SOCIETE BELGE
POUR LA
CREMATION**

Association sans but lucratif
Fondée en 1906

Seuls, au service du public,
nous défendons la dignité de l'idéal
crémationniste. Faites-vous membre

Assistance, complète
et désintéressée

**DOCUMENTATION GRATUITE
SUR DEMANDE ET SANS
ENGAGEMENT**

Boulevard Maurice Lemonnier, 1
1000 Bruxelles
02 513 03 96

Annonces

Exposition, émissions, foire... les bonnes énergies

ANTHOSTORIA
A FLOWER STORY

EXPOSITION SUR LES MUTILATIONS GÉNITALES FÉMININES

VERNISSAGE LE 11 FÉVRIER À 17H30

DU 11 AU 15 FÉVRIER AU CENTRE D'ACTION LAÏQUE
CAMPUS DE LA PLAINE ULB, 1050 BRUXELLES

DU LUNDI AU VENDREDI
DE 9H À 17H

PLUS D'INFOS SUR WWW.LAICITE.BE

Logos at the bottom: ANTHOSTORIA, CAL ULB, ULB, GAMS BELGIQUE - BELGIË, INTACT.

ESPACE de libertés

Éditeur responsable

Jean De Brucker

Directeur de la publication

Hervé Parmentier

Rédactrice en chef

Sandra Evrard

Secrétaire de rédaction

Amélie Dogot

Production

Fabienne Sergoyne

Illustrations

Cost

Graphisme

YEBOGraphics

Imprimeur

Kliemo

Fondateur

Jean Schouters

Abonnement

10 numéros

Ne paraît pas en juillet - août

Belgique : 20 € • Étranger : 32 €
par virement au compte du CAL :

IBAN : BE16 2100 6247 9974

BIC : GEBABEBB

TVA : BE 0409 110 069

ISSN : 0775-2768

Centre d'Action Laïque
Campus de la Plaine ULB, CP 236
Boulevard de la Plaine
1050 Bruxelles

Tél : 02 627 68 68 • Fax : 02 627 68 01

E-mail : fabienne.sergoyne@laicite.net

www.laicite.be

Avec l'appui de l'Administration générale de la Recherche scientifique -
Service général du pilotage du système éducatif - Ministère de la
Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le Centre d'Action Laïque s'engage à ce que la collecte et le traitement
de vos données soient conformes au règlement général sur la protec-
tion des données (RGPD), adopté par le Parlement européen le 14 avril
2016 (règlement n° 2016/769). Plus d'infos : www.laicite.be/vi-privee





Libres, ensemble

LES RENDEZ-VOUS DE LA LAÏCITÉ FÉVRIER 2019

À LA TÉLÉVISION

Libres pensées sur... les animaux (10')

Présentation : Vinciane Colson

Plutarque disait qu'il existe une intelligence animale comparable à l'intelligence humaine. En tant qu'être autonome et volontaire, l'animal devrait voir sa protection prise en charge par la société humaine.

Date	Heure	Chaine
05/02	En fin de soirée	La Une
11/02	20H00	La Trois

Maxi-prison, maxis-dégâts ? (28')

Présentation : Catherine Haxhe

Alors que tous les recours n'ont pas encore abouti, le chantier de la méga-prison de Haren devrait débuter prochainement. Une maxi-prison qui n'apporte que très peu de réponses au désastre carcéral actuel.

Date	Heure	Chaine
10/02	09H20	La Une
16/02	10H30	La Une
20/02	20H00	La Trois

Enfermement : les espoirs déçus de la réinsertion (10')

Présentation : Vinciane Colson

Reportage dans les pas de Khalid, ex-détenu. Entre les espoirs, les rires et la joie le jour de sa sortie de prison, et la réalité du quotidien, nous le suivons sur le difficile chemin de la réinsertion.

Date	Heure	Chaine
19/02	En fin de soirée	La Une
25/02	20H00	La Trois

Mutilations génitales féminines : brisons le tabou ! (28')

Présentation : Vinciane Colson

200 millions de filles et de femmes auraient subi, selon l'Unicef, une forme de mutilation génitale. Cette pratique, exercée principalement en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie, existe aussi en Belgique. Il est temps d'y mettre fin.

Date	Heure	Chaine
24/02	09H20	La Une
02/03	10H30	La Une
06/03	09H20	La Trois

À LA RADIO

Sur la Première RTBF vers 20H (28')

« Anthostoria », une expo pour dire stop aux mutilations génitales féminines

Samedi 9 février

L'urgence d'un Pacte social et écologique

Samedi 19 février

Euthanasie, suicide assisté : regards croisés entre la Belgique et la Suisse

Samedi 22 février

**RETROUVEZ
LES PUBLICATIONS
LAÏQUES**

**À LA FOIRE DU LIVRE
DE BRUXELLES**
(TOUR & TAXIS)

Jeudi 14/02 > dimanche 17/02

UN STAND

Espace de Libertés n°130

Samedi 16/02

DEUX DÉBATS

"Populisme incontournable ?"

Avec Jérôme Jamin

Place de l'Europe • 10:00

**"L'accueil citoyen peut-il changer
notre regard sur les migrants ?"**

Avec Pierre Verbeeren

Studio Première • 18:00

Entrée gratuite
www.flb.be
www.laicite.be

